

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

SAMEDI 15
DIMANCHE 16

NOVEMBRE

1975

N° 35

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

15-16 NOVEMBRE
JOURNEES
D'ACTION

à l'action contre le chomage

Trois mois après le plan de relance de Giscard annoncé à grands renforts de publicité, la réalité est là : il y a aujourd'hui 1 500 000 chômeurs, soit autant qu'en 1933, 300 000 travailleurs sont touchés chaque mois par le chômage partiel ; sur les quartiers les saisies et les expulsions se multiplient. Le gouvernement antipopulaire de Giscard veut faire payer la crise aux travailleurs.

Le battage sur la crise, sur ce «tunnel» dont on voit de moins en moins le bout continue de plus belle tandis que Ceyrac, le représentant des patrons déclare : «Nous ne pouvons pas garantir que les salaires précéderont l'évolution des prix»... Ainsi la bourgeoisie annonce clairement la couleur : de nouvelles mesures contre les travailleurs se préparent, les salaires sont menacés. Mais aujourd'hui lutter résolument pour des augmentations de salaire c'est lutter du même coup contre le chômage : les milliers de travailleurs touchés par le chômage partiel voient chaque mois leur salaire diminuer de 200 à 400 F et les patrons se servent du développement du chômage pour faire pression sur les salaires. C'est un seul et même combat qu'il faut mener aujourd'hui, les luttes récentes, où les revendications contre le chômage se

mêlent aux revendications sur les salaires, le montrent.

D'un côté de multiples luttes se développent contre les fermetures et les licenciements, les ouvriers occupent leur usine, manifestent dans la rue rencontrant dans le peuple un large soutien. De l'autre des milliers de travailleurs jetés à la rue et qui se retrouvent isolés, sans ressources. La bourgeoisie entretient cette division pour accentuer l'exploitation et la misère, c'est cela qu'il nous faut combattre aujourd'hui en développant le soutien aux luttes dans les quartiers, en multipliant les actions contre les saisies et les expulsions, en manifestant aux portes des usines pour imposer l'embauche... Mais la classe ouvrière n'est pas seule à entrer en lutte : employés des grands magasins, travailleurs des PTT, des hôpitaux... ont mené de nombreuses grèves, et à la campagne les paysans chassés de leur terre mènent aussi la lutte contre le chômage. Unifier ces luttes encore dispersées, organiser la riposte d'ensemble pour imposer des reculs à la bourgeoisie, telle est la tâche qui s'impose aujourd'hui. Ces journées nationales d'action contre le chômage appelées par le PCR (ml), doivent en marquer le premier pas.

Loïc LEGARREC



MOULINS le patron emprisonné jette ses ouvriers au chômage

suite p. 4

la retraite à 60 ans les travailleurs sont loin du compte

Le ministre du travail, Durafour (surnommé «le ministre du chômage» par les ouvrières du textile de la Loire, dont il est député) vient de déposer son «projet de loi relatif à l'abaissement de l'âge de la retraite». Sorte de coup de théâtre à peu de frais, cette initiative vient prendre place dans le cortège de mesures prévues par Giscard, au terme du Conseil des ministres extraordinaire de vendredi soir : «mesures de relance, de réduction du temps de travail et de l'âge de la retraite» précisait le porte-parole de l'Elysée.
(suite p. 3)

portugal VICTOIRE DES MAÇONS

le gouvernement réactionnaire aux abois

DE NOTRE CORRESPONDANT

Vitoria ! Vendredi, à 5H30 du matin, ce cri a ranimé les travailleurs qui veillaient autour des feux de bois allumés devant le siège de la Constituante, le palais Sao Bento. Auparavant, des heures durant, les mots d'ordre de lutte avaient été inlassablement repris, tandis que la vigilance ne se relâchait pas : pour accéder au lieu de la manifestation, il fallait franchir deux barrages, le premier édifié

sur un périmètre à un kilomètre autour du palais. Les identités étaient vérifiées, les personnes accompagnées jusqu'à leur domicile. C'est que, dans le même temps, des voitures du «parti populaire démocratique», réactionnaire, sillonnaient la ville en essayant en vain de soulever la population.

Cependant, devant le palais assiégé, les motions de soutien

affluant de tout le pays étaient lues au haut-parleur. Des boulangers, des commerçants venaient apporter en solidarité de la nourriture. Parmi les groupes de travailleurs, se détachaient les uniformes de la P.M. (police militaire), officiellement chargée de la garde du palais, mais que dans les faits prenaient entièrement fait et cause pour la classe ouvrière.
(suite p. 8)

la vie du journal

dans notre courrier

QU'ELLE EST BELLE LA SOCIÉTÉ

Depuis plus de 4 semaines, à Nanguio (Hérault), une activité destructive mais légale sévit.

Le producteur porte à la SICA ses pommes qui sont pesées pour pouvoir percevoir les indemnités de l'Etat.

Puis une entreprise de transports se charge d'aller jeter les pommes dans la décharge publique sous l'œil d'un contrôleur des Indirects qui veille avec une conscience exemplaire à ce que les pommes soient bien jetées et surtout bien détruites. Les camions s'enfoncent jusqu'aux essieux dans la gadoue de la décharge publique, poussés par un bulldozer. Un autre bulldozer fait le va et vient pour bien les écraser. Qu'elle est belle la société française, comme on est riche ! Comme on a des idées et du pétrole aussi pour faire marcher les camions transporteurs de pommes et les bulldozers pousseurs et écraseurs de pommes.

Une lectrice de l'Hérault

NOUS N'AVALERONS PAS LES PLATS DE MADAME GILBERT

Danièle Gilbert sur l'antenne : un plat vénénéux que nous sert la bourgeoisie. Le sujet de son émission consacrée à nos «petits problèmes» le jeudi 6 l'après-midi ? «Recettes de cuisine ne nécessitant aucune cuisson». Pourquoi un tel sujet ce jour-là ?

Tout simplement parce que l'EDF était en grève. Pendant tout le temps de l'émission, elle a essayé (en l'enrobant de sucre) de nous faire avaler son plat de calomnies. «Si vous n'avez pu faire à manger, c'est à cause des grévistes». Ainsi, a-t-elle passé son temps à essayer de nous monter contre les grévistes à partir d'un sujet cher au cœur des ménagères : la cuisine. Nous n'avalerons pas les plats de Madame Gilbert, ni tous ceux qu'on nous présente pour «aménager» la crise : comment utiliser les restes de pain, etc... avec tout ce qui se cache derrière.

Camarades, qui avez le téléphone, si vous entendez cette émission, n'hésitez pas à intervenir pour retourner le débat et montrer quel venin se cache sous une épaisse couche de miel !

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))
Adresse postale
BP 225 75 924
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :
Y. CHEVET
Imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

communiqués

Enfin un peu d'animation dans le 14°.

Des jeunes de l'Association Plaisance 14° organisent une soirée avec le groupe SOHO et une discothèque.

Samedi 15 novembre à 20h00h, musiciens et instruments seront bienvenus.
Buffet gratuit pour tous ceux qui jouent.

32, rue Olivier Noyer 14°
M° Pernety - Bus 58 - 62

J'ai l'occasion d'avoir des discussions avec d'autres ménagères sur ces questions, sur les enfants, etc... Dès que possible, je vous enverrai les éléments recueillis au cours d'une table ronde...

une ménagère de la région lyonnaise

DANS LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, LE PS MET EN CAUSE LA RESPONSABILITÉ DES OUVRIERS !

Dans Nord-Matin, journal du PS, je lis ceci en toutes lettres : «Un moment d'inattention peut-être et la fatalité ont été à l'origine hier à Lille d'un grave accident de travail dont a été victime un ouvrier tourneur. Vers 13 h 45, aux Ets Crépel, Mr P. Weber, était occupé à tourner une pièce sur une machine devant évoluer à environ 100 tours par minute... On ne saura probablement jamais pourquoi la vitesse de rotation de la machine fut brutalement décuplée. Car, tout à coup, le tour passa à plus de 1000 tours par minute, ce qui eut pour conséquence de faire se détacher des broches et du mandrin la pièce à usiner. Celle-ci, d'un poids de 2 kg 650, fut projetée au visage de Mr Weber qui s'affaissa mortellement touché. «Et voilà !» Mais nous, on est en train d'essayer de savoir pourquoi Mr Weber est mort ici. Et nous vous tiendrons au courant.

Une camarade de Béthune

AU MOINS CE QU'IL Y A DE BIEN

Au moins ce qu'il y a de bien dans votre Quotidien, c'est que vos correspondants sont des correspondants ouvriers, pas uniquement des «journalistes» ou des militants...

Un lecteur Paris 14°

UNE RÉUNION DE LECTEURS A VILLEURBANNE

Il y avait une quinzaine de lecteurs présents. Le journal a été jugé très positif par le rôle qu'il peut jouer dans les luttes. C'est bien que la plus grande importance leur soit accordée. Les articles de démystification des campagnes de la bourgeoisie sont aussi très appréciés par les travailleurs (sur les vieux, sur la délinquance). Des lecteurs soulignent qu'il faut éviter à tout prix de prendre une position trop «rapide» quand elle risque de paraître comme «ayant un parti pris». Par exemple, dans l'article fait sur le film «Le vieil homme et l'enfant», ils ont jugé que l'analyse faite était un peu rapide. De même, les travailleurs du Livre à la Bourse : certains employés de la Bourse sont payés au SMIC et

Au cours du débat qui a suivi la première projection publique du film «La ville est à nous», les représentants des comités de quartier qui militent pour le logement et contre la spéculation immobilière ont décidé d'intervenir collectivement pour achever le montage du film (ACDL 5° VDL 14°, inter-comité Marais). A l'heure où la politique culturelle du gouvernement s'appuie sur les circuits de distribution pour renforcer son idéologie, les habitants

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.

il est peut-être un peu rapide de les considérer comme des «larbins de la bourgeoisie». (...)

Cette réunion a été l'occasion de discuter avec une partie de nos lecteurs réguliers du rôle qu'ils pouvaient jouer (articles, soutien). Des réunions mensuelles sont prévues ainsi que le fait de donner une adresse où ils puissent joindre un camarade qui les aidera à écrire leurs articles. Voici cette adresse, pour tous ceux qui n'étaient pas à la réunion : Bonnet 801 - Le Piamateur - 69140 RILLIEUX
Corr. Villeurbanne

J'AI LU VOS ARTICLES...

J'ai lu vos articles sur la blanchisserie de Pantin. Et là-dessus, j'ai des choses à dire. Nous sommes 15 femmes dans une blanchisserie de Béthune. On commence tous les jours à 8h. sans savoir à quelle heure on va finir... Le matériel n'est pas entretenu, on risque sans cesse des électrocutions car les fers à vapeur explosent ou ont des courts circuits. Le mois dernier, il y a eu du chômage partiel. Le salaire : 760 F 00 pour le mois, avec un loyer de 600 F et un fils de 14 ans... De plus, le patron ne paie pratiquement jamais le salaire à la date prévue. A la suite du chômage partiel du mois dernier, le patron a licencié 6 ouvrières. Depuis leur départ, les conditions de travail se sont encore dégradées... C'est par le manque d'organisation que le patron a pu licencier, nous avons formé une section CGT, et nous nous préparons à lutter contre de futurs licenciements.

une lectrice de Béthune

CE QU'IL FAUDRAIT...

Ce qu'il faudrait, c'est un mouvement de masse comme en mai 68, que tout le monde s'y mette, mais sans un accord de Grenelle à la fin, et sans se faire rebouffer ensuite les augmentations de salaires par les augmentations des prix. Voilà, ce que disaient des postiers déjà quelques jours avant la «journée d'action». Beaucoup n'étaient pas chauds pour la suivre, mais finalement ils l'ont fait parce qu'ils ne sont pas des jaunes. Pourtant le 5 au soir, sur le transbordement, la brigade C de nuit débraye dès 20H alors que les directions syndicales demandaient que la grève commence à 24H. Le 6 dans le centre, seuls quelques jaunes se démenaient parmi les sacs... Le 7 beaucoup ont profité du préavis pour continuer la grève...

Communiqué du Collectif Film.

«Grain de Sable»
15, rue Renant
92600 ASNIERES

à partir d'aujourd'hui LE QUOTIDIEN DU PEUPLE 6 jours sur 7 en kiosques !

Aujourd'hui, samedi, pour la première fois, vous trouvez votre Quotidien du Peuple en kiosque. En plus des huit pages habituelles, 4 pages supplémentaires sont consacrées à la lutte contre le chômage, à toutes les questions qui ne manqueront pas d'être débattues par les travailleurs au cours des journées d'action contre le chômage des 15 et 16 dont le Parti Communiste Révolutionnaire a pris l'initiative et qu'impulse le Quotidien du Peuple.

Votre journal paraîtra désormais tous les jours ! C'est une première victoire dans la bataille que nous avons engagée lorsque nous avons lancé la souscription des 15 millions il y a deux semaines. Il s'agit maintenant d'avancer à grands pas vers le douze pages quotidien que vous attendez tous. Cela ne sera possible qu'en poursuivant, partout en France, où le journal est lu et circule, l'effort déjà engagé.

OUI UN JOURNAL FINANCÉ PAR LES TRAVAILLEURS QUI LE LISENT C'EST POSSIBLE !

B.D.	50F	Caen	720 F
Rouen		Besançon	1890 F
une enseignante	500F	Nancy-Longwy-Villerupt	2840 F
Beauvais		Paris Banlieue Sud	1870 F
J.L.R.	20F	Lyon	
Montreuil		vente d'affiches pour le journal	186 F
A.C. - instituteur	20F	un architecte	240 F
Ivry		un employé de bureau	50 F
un sympathisant	10F	Saumur	
Strasbourg		des lycéens	100 F
un ancien résistant	20F	Nancy	
Paris 14°		un syndicaliste CFDT	350 F
une mère de famille	10F	Lille	200 F
Nice		Dunkerque	820 F
R.E. employé de banque	50F	Dunkerque	820 F
Rennes		Montreuil	20 F
des lycéens	12F	Nanterre	40 F
des élèves infirmiers	30F	des employés	150 F
Ecole Normale	70F	Beauvais	67 F
un ouvrier du bâtiment	10F		52 F
un enseignant	200F	Amiens	
		un étudiant	50 F
Aulnay		Pontoise	
J.C.	25F	pour un quotidien à 12 p.	50 F
Paris		Orléans	
S.B.	50F	une ouvrière de Bonny/Loire	30 F
Chenvilly Larue	10F	un prof de CET de Briare	50 F
Pau		un jeune travailleur de Briare	20 F
P.B.D.	100F	un vieux travailleur de Chatillon	30 F
St Briec	50F	sur Loire	
Paris		Grenoble	
Y.L. cinéaste	100F		4900 F
des étudiants	100F		500 F
un sympathisant	50F		110 F
un cercle de sympathisants à l'INSEE		Liévin	
	200F		500 F
	250F	Reims	923 F 50
	30F		253 F
	50F		126 F
		Les Ulis	500 F
		une famille	
	50 F	Angers	200 F
	60 F	Montceau	460 F
		Aubervilliers	100 F
		une sympathisante	
	50 F	Nantes	280 F
	20 F	Marseille	550 F
	250 F	Lyon	1780 F
	70 F		500 F
		N.M.	
		Le Bourget	
		un couple de sympathisants	100 F
		Marseille	160 F
		Lyon	
		un enseignant	100 F
		un étudiant salarié	300 F
		un chercheur	100 F
		Paris - Banlieue Nord	1320 F
		Paris	4230 F
		Lille-Roubaix	700 F
		La Roche sur Yon	
		R.C.	20 F
		Grenoble	
		un ouvrier soudeur	20 F
		un ouvrier électricien	10 F
		collectes	60 F
			500 F
			3 F
		Total	31 152,50 F

AIR-FRANCE renforcer la voie de la lutte

Hier matin, la poursuite de la lutte a été votée. Il ne se passe plus un jour désormais sans que la direction ne tente de briser la grève.



Avant-hier, elle a encore tenté de faire faire le travail des grévistes par les travailleurs d'Air Inter, qui, unanimes, ont refusé, montrant par là leur solidarité. Au meeting d'Orly Nord, les représentants des divers syndicats ont pris la parole. Il s'agit, comme il a été dit de renforcer la lutte dès ce week-end «sans attendre». Les travailleurs iront sur les marchés faire des collectes et populariser leur lutte. La proposition intersyndicale (faite au meeting du matin) de manifester devant l'Assemblée Nationale, en portant une motion, n'a en fin de compte rassemblé que 400 travailleurs, tandis que la majorité préférerait s'occuper d'organiser la popularisation. Le PS, apparu au balcon, annonça sous les quolibets que «dès lundi, les socialistes seront avec les travailleurs, dans l'entreprise... pour la première fois depuis 5 semaines ! Après la venue de Seguy, les faux communistes du P.C.F., tentent de faire dévier la lutte de ses objectifs réels. Les interventions à Orly Nord l'ont montré, deux voies commencent à se dessiner : une voie qui consiste à prendre les moyens de renforcer la lutte, de faire participer au maximum les travailleurs. Une autre, qui derrière les paroles «dures» réclame à tout prix la négociation, sans donner aux travailleurs les moyens de l'aborder avec un rapport de force favorable. Mais les travailleurs, et les délégués fidèles à la lutte de classe dans leurs syndicats CGT et CFDT sauront rejeter la voie de la capitulation, répondant ainsi à la détermination des travailleurs face aux pressions de la direction, du pouvoir et sa police.

Richard FEUILLET

LA RETRAITE A 60 ANS ?

on est loin du compte

(suite de la page 1)

Les radios tonitruent : «le gouvernement accorde la retraite à 60 ans au 1er juillet 76 !» Présenté le 26/11 devant l'Assemblée, d'ores et déjà, le projet est «soumis aux organisations syndicales». Gageons que sous peu les «syndicalistes» de FO, de la CFTC et ... du CNPF vont venir tresser leur morceau de couronnes autour du «libéralisme» giscardien.

Mais que restera-t-il de la tactique de la Gauche axée sur «la résorption massive du chômage par l'octroi de la retraite à 60 ans ?» Encore une fois, Giscard pour tenter de faire front aux aspirations légitimes, croissantes, des travailleurs usés par une vie d'exploitation a joué les pique-assiettes dans le catalogue de réformes du Programme Commun.

Mais les travailleurs sont loin du compte ! Ces mesures ne s'adressent qu'à un nombre limité d'ou-



vriers en feux continus, ou à la chaîne, «salariés manuels du régime général de la Sécurité Sociale» et à des ouvrières, mères de 3 enfants et plus... Certes, dans sa plate-forme

de lutte notre Parti distingue bien la retraite pour les femmes et travaux pénibles, mais... à 50 ans ! Et pour tous les autres travailleurs, c'est à 55 ans (au même titre par exemple que les cheminots !) qu'il s'agit de quitter le lieu d'une vie d'exploitation. Et pas avec une aumône, bien dans le style du «vivre mieux, consommer moins» du pouvoir... Les travailleurs ont besoin de leur retraite avec 80% du salaire des 5 meilleures années de travail de leur vie et un minimum de 1 700 F !

Dans nos organisations syndicales, lors de la discussion parlementaire comme dans l'action quotidienne... dans les entreprises et les quartiers - dans l'unité des travailleurs actifs et des anciens - en se mobilisant autour de ces perspectives tracées par le PCR (ml), Démasquons la démagogie du pouvoir et arrachons une retraite enfin décente !

Stéphane RAYNAL

SÉCURITÉ AUX HOUILLÈRES : TROIS BLESSÉS A SALLAUMINES

Un grave accident s'est produit mercredi dernier à la fosse 5 de Sallaumines. La presse de son côté ignorerait l'affaire, les chiens écrasés ont plus d'importance pour elle ! Il est vrai que comme à l'habitude les Houillères ont tout fait pour étouffer l'affaire. D'après des responsables syndicaux des mines : «Il s'agirait d'un coup de poussier localisé, provoqué par une flamme due à un coup de marteau piqueur dans un câble de haute tension et qui a enflammé le poussier et déclenché un début d'incendie». Un militant CFDT des mines : «les responsabilités des Houillères sont évidentes. Jamais un ouvrier ne se risquerait consciemment à entamer un câble haute tension. Les seules explications plausibles c'est qu'il s'agit d'un ouvrier inexpérimenté, mis à tord sur ce poste, ou plutôt que le câble était masqué par une épaisse couche de poussière». Dans tous les cas c'est bien la responsabilité des Houillères qui est en cause, ce que confirme son silence ! On a pas de nouvelles précises des mineurs brûlés par le coup de



Les mineurs contre la politique meurtrière des Houillères

poussier, l'hôpital de Fouquières où ils ont été transportés n'a donné aucun renseignement : pas étonnant, il dépend des Houillères... Leurs camarades de travail estiment que leurs jours ne sont pas en danger, mais le mur du silence organisé par les Houillères fait craindre sur l'état de gravité de leurs blessures.

Encore une fois, après Liévin, on se demande pourquoi la poussière a pu s'enflammer : où en était l'arrosage prévu ? Pourquoi une fois l'incendie déclaré n'a-t-il pas été étouffé par les «arrêts barrages» ? Y en avait-il et combien ? C'est toujours la même politique meurtrière qui préside aux Houillères !

EDF-GDF frapper sérieusement les patrons

Hier matin, 10 heures 30. L'esplanade des Invalides retentit soudain de centaines de coup klaxon, sur le rythme de «ce n'est qu'un début, continuons le combat !» Ce sont les travailleurs de l'EDF-GDF qui convergent sur la place de toute la région parisienne, dans les véhicules de service : des 4L bleues aux énormes grues à nacelles pour travailler sur les pylônes, en passant par les estaffettes chargées d'échelles ! Tous descendent, la place est pleine. Les banderoles sont hissées sur les camions, de nombreux travailleurs se juchent sur les toits des estaffettes.

«Il y a longtemps qu'on avait pas fait une telle manifestation ! Tu vois, il y a beaucoup de femmes, aujourd'hui. On n'aurait jamais vu ça il y a 10 ans» nous dit un gars de la centrale thermique de Porcheville. Ils sont venus pour populariser leur lutte. Sur le parcours, ils ont diffusé des tracts, discuté avec les «usagers». «C'est nécessaire,

parce que la presse bourgeoise fait tout pour monter les autres travailleurs contre nous. Ils veulent répandre l'idée qu'on serait des feignants payés à rien faire par les usagers. Le 5, ce sont les directeurs eux-mêmes qui ont coupé le courant, la veille de la grève, pour les gêner, les faire se retourner contre nous. Notre lutte, c'est aussi pour les travailleurs que nous la menons. Plus d'effectifs, ça veut dire par exemple des dépannages corrects, une plus grande sécurité». «nous demandons, aussi que les tarifs soient bloqués pour les petits usagers, et que les industriels paient. Parce qu'aujourd'hui, pour eux, c'est 7,6 centimes, et pour vous, plus de 22 centimes : alors que le prix de revient est de 9 centimes». «Quand on voit par exemple de vieux travailleurs obligés de mettre l'argent de leur quittance soigneusement dans une enveloppe, pour être sûrs de ne pas y toucher, de ne pas être «coupés», c'est une honte !»

Ce qu'ils refusent, c'est le démantèlement des 2 entreprises, l'Etat ne gardant que les secteurs «non-rentables». Déjà, ce processus est engagé, en particulier pour l'acheminement du gaz, de plus en plus confié aux pétroliers. Ils refusent leur éparpillement, la division des services. Ils réclament une embauche réelle, contre l'emploi de plus en plus systématique d'intérimaires et de boîtes extérieures, dont la direction se passe quand elle n'en a plus besoin.

«Le 27, on fait une nouvelle grève. Ce serait bien si la lutte ne s'arrêterait pas là ! Le problème, pour nous, c'est d'arriver à frapper sérieusement les patrons, tout en ayant la solidarité de l'ensemble des travailleurs. Nous avons une arme redoutable, et c'est pour cela que les patrons utilisent à fond la démagogie, sous prétexte que l'électricité, c'est vital pour tout le monde.» Les travailleurs de l'EDF-GDF ont tous en tête la

grève de 69, où la bourgeoisie avait allié la répression par les flics et les commandos fascistes, à une intoxication énorme. «Mais aujourd'hui, tout le monde en a assez, il faut que ça pète, ça ne peut plus durer. Il faudrait qu'on parte tous ensemble, les jeunes surtout nous entraîneront...»

La combativité est grande. Les perspectives du programme commun, de changer quelque chose par les élections, n'ont guère de prise : «on ne va pas attendre des années... pour ce que ça changera». Et quand les directions syndicales annoncent, en fin de discours, que la manifestation est terminée, plus d'un travailleur est déçu. Car par son importance, ce rassemblement ne peut qu'être le prélude à un mouvement plus vaste encore.

Monique CHÉRAN

A NOUVEAU LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS !

L'imprimerie Darboy fermait ses portes le 1er mars 75. Aussitôt, les ouvriers occupèrent les ateliers et le 27 ils remettaient les machines en marche au service des luttes des travailleurs en tirant tracts, brochures et affiches. Après 74 jours d'occupation, ils mettaient fin à leur mouvement, ayant obtenu la garantie de l'emploi pour tous et le paiement de leurs indemnités. L'usine était rachetée et reprenait donc ses activités. Mais voilà que quelques mois plus tard, l'entreprise est à nouveau en difficultés ! Le nouveau patron est arrivé au même point que l'ancien. L'emploi des travailleurs de Darboy est à nouveau menacé. Voyant la situation se dégrader, les Darboy ont décidé de reprendre l'action : une semaine de grève ! Le travail a repris hier matin pour pouvoir toucher la paie, mais il n'est pas question d'abandonner. Dans leur lutte du printemps, ils ont beaucoup appris. Ils ont pu voir se succéder les manœuvres de toutes parts pour leur faire lâcher prise. Peine perdue, ils ont tenu bon. Journées «portes ouvertes», liens avec les autres boîtes en lutte (notamment Lip), popularisation, collecte... Les gars de Darboy ont l'habitude de la lutte : ils sauront cette fois encore défendre leur droit au travail !

en bref

LYON
LES TRAVAILLEURS DE PARIS
RHONE S'ORGANISENT POUR
TENIR

Dans l'usine du 8^e, l'occupation se renforce, avec la création d'un comité de grève regroupant syndiqués et non syndiqués. Depuis jeudi après-midi, l'usine du 3^e s'est mise à son tour en grève, pour la même revendication (250 F). Hier matin, la direction et les cadres ont forcé le piquet en brutalisant les femmes. Ils en ont été pour leurs frais ! Là aussi, un comité de grève a été désigné, pour la liaison avec le 8^e, la popularisation... «Il faut renforcer l'unité des deux boîtes, désigner un comité central de grève» disent les grévistes.

Corr. Paris Rhône

A MONTCEAU LES MINES LES
METALLOS ENVAHISSENT LA
MAIRIE DU MINISTRE DE LA
QUALITÉ DE LA VIE

Le jeudi 13, un meeting regroupait les métallurgistes de différentes entreprises dont Etamoc (où il y a eu des réductions d'horaires) Cothenet (où des licenciements importants sont prévus avec réduction d'horaires), Poncedienc,....

Après le meeting, organisé par la CGT, les travailleurs ont suivi la délégation qui se dirigeait à la mairie dont le maire Jarrot est «ministre de la qualité de la vie», et l'ont envahie ! Ils exigent le paiement intégral des jours chômés et refusent tout licenciement.

TRANSPORTS DOBELLE-AMIENS

«UNE GRÈVE AVEC OCCUPATION BIEN PARTIE POUR DURER !»

Une partie du personnel occupe les locaux depuis hier. La grève, grâce à l'occupation paralyse à 80% la boîte.

Kes salaires actuels sont entre 1 200 et 1 500 F par mois. La répression syndicale est féroce, et les mises à pieds et brimades sont courantes. Aujourd'hui, les travailleurs exigent 200 F pour tous, la baisse du temps de travail sans réduction de salaire, les libertés syndicales.

«On bloque un minimum mais vital pour la boîte». Avec les autres boîtes de transports, des contacts sont pris, «la lutte va durer». C'est à la bourgeoisie de payer sa crise. Comme les gars de Dobelle le disent et l'écrivent sur les murs de la rue : «NON au chantage»

Corr. Amiens le 14/11

politique

en bref

LE PCF VEUT RENFORCER LA POLICE

Fizbin, député PCF, déclarait hier à l'Assemblée que «le rôle fondamental de la police devrait être d'assurer de façon quotidienne et continue la sécurité des citoyens» et reprochait à Poniatowski «vous ne donnez pas à la police les moyens de cette mission». De la part d'un soi-disant communiste, cette déclaration est révélatrice : en effet, elle nie qu'en régime capitaliste, la police ne peut jamais avoir pour rôle fondamental de protéger les citoyens. Croire que la police pourrait avoir un autre rôle, dans notre régime, que la répression des ouvriers, c'est exactement comme croire que les patrons pourraient ne plus exploiter les ouvriers. C'est nier que l'Etat est un Etat de classe aux mains des exploités. Et, demander de nouveaux moyens pour la police, sans renverser le capitalisme, c'est exactement ce que fait Poniatowski, qui, lui aussi, se présente comme un défenseur des citoyens!

L'INDULGENCE DES JUGES (suite)

Un surveillant de prison de La Talaudière (Loire) vient d'être relâché par la chambre d'accusation de Lyon pour «non-lieu»; alors qu'il avait, le 28 juillet 74, tué un jeune détenu, Gilbert Besnard. La défense du surveillant est caractéristique du système pénitentiaire «il n'avait pas répondu aux sommations», a-t-il dit, alors qu'il tentait de monter sur le toit de la prison où un incendie venait d'éclater. Dans les prisons françaises, on tire donc impunément sur les détenus qui ne «répondent pas aux sommations».

LES FACETIES DE JARROT

Jarrot, ministre de la «qualité de la vie» ne s'arrête pas de découvrir des trucs ingénieux pour lutter contre la pollution. Sa dernière trouvaille : arrêter la circulation automobile une fois par semaine. Il y a un mois, il partait en guerre contre le bruit des machines à écrire et les fumées des tondeuses à gazon. Il voit donc de plus en plus gros. Mais, progressivement, à la mesure de son budget ridicule. A ce rythme, il lui faudrait un siècle pour s'attaquer aux grosses usines polluantes...

LES APPELÉS DE BESANÇON EN PRISON

Jeudi soir, une vingtaine de militants CFDT de Besançon, parmi lesquels des ouvriers de Lip, Bourgeois, Sifop, Kelton, Alpia et des militants de la banque (Mischler), ont pénétré dans l'enceinte de la caserne du 19^e régiment de génie pour demander des comptes à la hiérarchie militaire sur la répression à l'encontre des sept appelés, à la suite de la création du syndicat de soldats. Les gradés mobilisèrent immédiatement avec le renfort de gendarmes accourus, pour les faire évacuer.

DURAFOUR RESOUD LE PROBLÈME DU CHÔMAGE

Le ministre Durafour, qui ne néglige rien pour trouver des fausses explications au chômage, vient d'accuser les retraités qui continuent de travailler; alors qu'ils ne peuvent vivre décemment sans leur salaire supplémentaire. Durafour voudrait les faire passer pour les responsables du chômage. Il est même question d'interdire le cumul retraite-emploi, comme cela se fait en Belgique. Mais les chômeurs et les retraités ne se laisseront pas abuser par cette diversion : leur ennemi commun, c'est le capitalisme qui interdit aux retraités et aux chômeurs de gagner leur vie, qui les exploite tous les deux.

moulins le patron en prison met ses ouvriers au chômage

Neuf cents ouvriers tués chaque année dans le bâtiment ! Dans la plupart des cas, les patrons de ces entreprises sont condamnés à des peines de principe. C'est ce qui était arrivé au sieur Planche, patron d'une entreprise de travaux publics de Vichy, le 27 juin dernier, à la suite de la mort d'un ouvrier sur un de ses chantiers : il avait été condamné à 1 500 F d'amende par le tribunal de Cusset.

Dans la région, l'entreprise Planche s'est faite une solide réputation pour ce qui est d'obtenir des adjudications, en particulier, pour les HLM. Pour obtenir ces contrats, il s'agit de présenter les devis les plus «compétitifs», puis d'aller le plus vite possible. Alors, comme nous le disait un syndicaliste, «il faut foncer, et mettre des filets ou renforcer les rambardes, ça prend du temps...» Cette rentabilité, c'est le sang ouvrier qui la paye :

Le 27 octobre, M. Michel Drygas, ouvrier de 52 ans, travaillait sur l'échafaudage d'un HLM construit par Planche. Il s'appuie sur la rambarde «de sécurité», le garde-fou. Celui-ci cède. M. Drygas tombe du 9^{ème} étage, soit de 25 m. C'est un véritable assassinat. Mais cette fois, Planche ne s'en tire pas aussi bien : le juge de Moulins chargé de l'enquête Mlle Chauvaud décide de l'inculper d'homicide involontaire et de non-respect des règles de sécurité, et de l'incarcérer. Elle ne fait pas connaître les raisons de l'incarcération. Mais depuis avant-hier, Planche est en prison, prison dorée, puisqu'on vient de l'admettre à l'hôpital.

Aussitôt, la radio annonce que le personnel de l'entreprise «fait grève» pour exiger la libération de son patron. Une manifestation est même organisée devant le tribunal, obligamment filmée par la télévision. En fait, les choses se sont passées bien différemment. Voici ce que nous disait un responsable syndical de Moulins : «tout d'abord, il n'y a aucun syndiqué dans l'entreprise. Planche ne garde pas longtemps ses ouvriers, pour la plupart immigrés, et utilise beaucoup de travailleurs temporaires. Pour ce qui est de la manifestation devant le tribunal, qui n'a regroupé qu'une minorité des 250 travailleurs de ses chantiers, on ne sait pas officiellement qui l'a organisée. Les cadres n'y sont certainement pas étrangers. Mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il y a eu des menaces : «le patron est en prison, il n'y a pas de travail, on va fermer la maison». C'est d'ailleurs ce qui a été fait aujourd'hui, puisque tous les chantiers sont fermés, alors parler de grève, c'est tout simplement de la manipulation.

La solidarité, c'est bien du côté de la bourgeoisie qu'elle se manifeste : la cour d'appel de Riom a été immédiatement saisie et le procureur a annoncé

qu'elle se réunirait en début de semaine prochaine, «comme elle le fait habituellement» s'empresse-t-il d'ajouter. Or la chambre a un délai de trois semaines pour se réunir, délai qu'elle utilise dans la plupart des cas, sauf, bien sûr lorsqu'il s'agit d'un patron. C'est ce qui c'était passé pour Chapron, libéré trois jours après son emprisonnement. De son côté, Chotard, vice-président du CNPF vient de déclarer que «les détentions abusives, après des accidents du travail, étaient une machination politique de certains juges, inadmissible...»

Ce qui est inadmissible, c'est que les assassins de trois mille ouvriers chaque année continuent à faire leurs profits, c'est que cette société qui le tolère, même si quelques magistrats courageux tentent de s'y opposer, c'est que cette société qui repose sur tous ces morts existe encore.



LA VALSE DES ÉCLAIREURSDUPS CHEZ GISCARD

Le défilé des radicaux de gauche à l'Elysée continue bon train. Après Caillanet plus «de gauche» depuis peu, puis Fabre, c'est Brousse sénateur de l'Hérault qui était reçu hier matin. Les préoccupations des viticulteurs n'étaient pas au premier plan de la conversation. «nous autres radicaux, sommes des hommes de dialogue et j'ai constaté que le président Giscard d'Estaing en est un aussi» a déclaré le sénateur.

Si le dialogue est si facile, sans doute que la perspective d'une participation des radicaux de gauche à un élargissement de la majorité, s'affirme. Les radicaux déjà dans la majorité multiplient ces jours-ci les appels à leurs «frères» de l'opposition, pour réaliser «l'unité de la grande famille radicale».

Les visites de radicaux à l'Elysée reflètent aussi le développement du «dialogue» de la majorité avec le PS dans la mesure où les radicaux de gauche peuvent servir d'«agents de liaison» entre les socialistes et la majorité. La «qualité» de l'union de la gauche, chère à Marchais, a vraiment bien du mal à «s'élever».

conseil des ministres sur les résultats du plan de relance INFLATION ET CHOMAGE

Mais rien, en fait, ne permet actuellement d'affirmer qu'une telle reprise se dessine — et encore moins de juger des effets du plan de soutien. D'une part, en effet, le gouvernement ne dispose pas chaque mois des chiffres réels de statistique, mais seulement d'indicateurs conjoncturels que l'INSEE obtient en effectuant des sondages auprès d'un certain nombre de patrons qui lui répondent ce qu'ils veulent bien lui répondre.

Hier soir, s'est réuni un conseil des ministres spécial destiné à tirer un bilan des mesures de relance d'avril 1975 et du plan de soutien de septembre 1975.

Depuis quelque temps, se succèdent les déclarations optimistes de Chirac et de Fourcade : «La sortie du tunnel serait pour l'été 1976!» «La France devrait sortir de la crise avant les autres» ou encore «L'économie, c'est reparti». Il s'agit d'accréditer l'idée selon laquelle une reprise économique serait en train de s'amorcer grâce à la politique gouvernementale.

D'autre part, même au vu de ces indicateurs, c'est-à-dire de «l'impression» des patrons, on ne peut parler de reprise. Malgré les largesses qui lui ont été accordées par l'Etat, déduction fiscale de 10 % consentie aux commandes de biens d'équipement, majoration de 3 milliards des «crédits Ségard» qui sont des prêts réservés aux investissements tournés vers l'exportation, emprunt de 5 milliards émis par l'Etat sur le marché en faveur de l'investissement, la bourgeoisie ne se risque pas à accroître la production. Elle préfère, pour l'instant, continuer de conserver ses profits en se retournant sur la classe ouvrière et en licenciant les travailleurs.

On enregistre, certes, quelques signes de dégel dans certains secteurs. Les achats de biens d'équipement des ménages semblent s'être accrus ce mois-ci dans l'automobile, l'électroménager, l'habillement. Cela peut s'expliquer par le fait que l'automne est une saison de plus forte consommation du fait du renouvellement des équipements

familiaux, de l'approche de l'hiver et des fêtes de fin d'année. De plus, on est loin du niveau de 1973 et 1974. Dans l'habillement, le niveau de 1973-1974 n'a pas encore été retrouvé.

Pour les autres activités, l'impression qui domine est celle d'un calme plat : dans la mécanique, la construction électrique, la sidérurgie. Le bâtiment et les travaux publics sont les principaux bénéficiaires des crédits distribués par l'Etat. Mais ceux-ci ne feront pas sentir leurs effets avant février ou mars. En attendant, les commandes privées dans ce secteur (30 % des marchés travaux publics) sont réelles.

Dans le secteur des biens d'équipement, il y a également atonie complète. Malgré les facilités, les patrons ne veulent pas investir, les usines tournent largement en dessous de leur capacité.

En règle générale, on constate donc plus un arrêt de la baisse qu'une reprise de la production. A côté des déclarations triomphantes sur la reprise, s'articule

un deuxième volet du discours gouvernemental : la reprise reste fragile et timide, l'inflation la menace, il faut obtenir «l'effort des Français».

La politique du gouvernement reste la même. Il ne s'agit nullement de relancer, mais de gérer la crise en attendant qu'un nouvel ordre international se dessine, et de préparer les conditions d'un redéploiement. Ces conditions passent par une exploitation accrue des travailleurs, par l'accroissement des cadences et du chômage et par la restriction de leurs revenus sous prétexte de financer des charges sociales «intolérables» aux entreprises.

C'est pour tenter d'obtenir la participation des travailleurs au renforcement de leur exploitation que la bourgeoisie développe le thème de : «La reprise est certaine mais fragile, il faut faire un effort pour ne pas la compromettre.»

Le développement actuel des luttes montre que les travailleurs ne marchent pas à ce pauvre chantage.

Roger LAHENE

developpons

les comités de lutte contre le chômage

POUR UN PREMIER COMPTE-RENDU DES JOURNÉES D'ACTION, TÉLÉPHONEZ DIMANCHE MATIN A LA PERMANENCE DU QUOTIDIEN DU PEUPLE : 208-65-61

Contre le chômage, la voie de la lutte s'est affirmée depuis de nombreux mois : ce sont des milliers d'ouvriers qui s'opposent aujourd'hui aux licenciements, qui luttent contre le chômage partiel mais ce sont aussi les multiples luttes qui commencent à apparaître sur les quartiers contre les expulsions et les saisies, contre la misère que le chômage instaure dans les familles ouvrières. Faire converger ces luttes tel est le but que se fixent les comités de luttes contre le chômage.

UNIR LES TRAVAILLEURS ACTIFS ET LES CHÔMEURS

Sur les quartiers les chômeurs se retrouvent souvent isolés, ce sont les longues files d'attente aux A.N.P.E., le souci constant de pouvoir malgré tout, nourrir sa famille. La colère est grande chez les travailleurs sans emploi mais, que faire quand on est licencié, coupé de ses camarades de travail ou quand on est à la recherche d'un premier emploi ? La bourgeoisie maintient soigneusement cette division entre les travailleurs actifs et les chômeurs pour imposer ses mesures antipopulaires. Elle compte bien sur l'isolement des travailleurs en chômage pour ro-

gnier les 90% promis aux ouvriers licenciés et dans les entreprises les patrons se servent constamment de la menace du chômage pour imposer les bas salaires et l'intensification du travail.

Organiser les chômeurs entre eux, les regrouper en «comité de chômeurs» en «collectifs» ou à l'intérieur de «commission emploi» dans les syndicats ce n'est pas véritablement se donner les moyens de lutter efficacement contre le chômage. Les quelques chômeurs qui participent à ces organisations sont vite amenés à se rendre compte que seuls ils ne peuvent lutter et ce n'est pas un hasard si aujourd'hui les



directions syndicales ont tant de mal à mobiliser les chômeurs. Vouloir développer des organisations qui consacrent la division que veut développer la bourgeoisie, c'est se condamner à terme à une lutte sans avenir : unir au sein d'un même comité les ouvriers en activité, les syndicalistes des entreprises et les travailleurs sans emploi c'est cela qu'il s'agit de développer largement aujourd'hui.

DANS LES QUARTIERS DÉVELOPPER LE SOUTIEN AUX LUTTES

Dans les luttes contre le chômage, les ouvriers ont manifesté leur volonté de développer l'uni-

té avec les autres travailleurs, chaque lutte pose de manière claire la nécessité du soutien populaire pour vaincre. A Usinor pendant la grève de mai contre le chômage partiel, les femmes de grévistes ont joué un rôle actif, soutenant les ouvriers en lutte, prenant en main la solidarité. A Chausson, et au Cables de Lyon, en juin dernier, c'est un soutien chaleureux que les ouvriers ont rencontré sur les quartiers autour de ces usines et lors de l'intervention des CRS nombreux étaient les habitants du quartier venus spontanément riposter aux agressions policières. Dans les luttes, qui se mènent aujourd'hui, cette volonté d'unité populaire a grandi, on la retrouve quand les ouvriers en lutte manifestent dans les quartiers, quand avec les fermetures d'usines et les licenciements, c'est la vie même des régions, de villes ouvrières qui est menacée. Répondre à cette aspiration à l'unité, c'est créer des comités qui prennent en main la popularisation et le soutien aux luttes ouvrières.

CONSTRUIRE L'UNITÉ POPULAIRE

Mais ce n'est pas seulement la classe ouvrière qui aujourd'hui

subit le poids de la crise, l'ensemble des travailleurs sont aujourd'hui touchés par le développement du chômage. Pour les employés, c'est tout le système des auxiliaires dans les postes et les hôpitaux, les contrats à durée limitée qui permettent aux patrons de camoufler les licenciements. A la campagne, ce sont les paysans chassés de leur terre, et qui se voient contraints de quitter leur région pour venir chercher du travail dans les grandes villes. Les nombreuses luttes paysannes attestent de cette aspiration qui existe à rejoindre le combat de la classe ouvrière. Les paysans sont venus maintes fois soutenir les ouvriers en grève ; contre la misère que développe le chômage, des distributions de viande, de légumes ont été organisées sur les quartiers populaires.

C'est de telles actions qu'il s'agit de multiplier aujourd'hui et c'est aussi la tâche des comités de lutte contre le chômage de développer l'unité des ouvriers et des paysans et de faire en sorte que cette unité ne reste pas sans lendemain.

La jeunesse a, elle aussi, sa place dans ce combat, elle subit massivement le chômage, aujourd'hui 1 chômeur sur 2 a moins de 25 ans, et c'est contre elle que la bourgeoisie développe toute une campagne visant à assimiler les jeunes chômeurs à des voyous et des délinquants. La jeunesse ouvrière représente un potentiel de lutte important que la bourgeoisie craint. Contre les manœuvres de la bourgeoisie, les jeunes doivent être au premier rang dans la lutte contre le chômage.

Mais d'autres couches de la jeunesse ont également leur place dans les comités de lutte contre le chômage : lycéens, étudiants, qui refusent l'avenir que leur réserve le capitalisme, qui veulent se mettre réellement au service du peuple doivent sans attendre rejoindre le combat des travailleurs.

Autant d'énergies, de volonté de lutte qu'il s'agit de faire converger pour construire ce mouvement d'ensemble auquel les travailleurs aspirent aujourd'hui. Ces journées d'action contre le chômage sont un premier pas dans ce combat et à la suite de cette mobilisation de nouveaux comités de lutte doivent se créer.

Travailleurs actifs, chômeurs, jeunes, femmes du peuple... c'est à vous de prendre en main la création et le développement des comités de lutte contre le chômage.

La bourgeoisie veut nous diviser pour mieux nous exploiter, unissons nous pour vaincre !

Loïc LEGARREC

ABROGATION DE LA CIRCULAIRE MÉTAIS

Dans l'arsenal des mesures anti-populaires développées par le gouvernement Giscard, le ministère du travail vient de lancer une nouvelle circulaire, la «circulaire Métais» qui vise à «contrôler la réalité des demandes d'emploi». En fait il s'agit ni plus ni moins d'une opération visant à radier des listes des ANPE des milliers de travailleurs sans emploi. En fonction de cette circulaire :

- tous les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un mois auprès d'une agence pour l'emploi et qui ne bénéficient pas d'allocations de chômage recevront un questionnaire à remplir sur leur situation.

- 10 jours plus tard en cas de non-réponse le demandeur sera radié d'office. Une lettre lui sera adressée lui signifiant sa radiation et la suppression des droits à la sécurité sociale et aux allocations familiales.

- partout, sur nos lieux de travail, dans nos syndicats, sur les quartiers - exigeons

Les conséquences d'une telle mesure sont claires : les jeunes à la recherche d'un premier emploi, les chômeurs qui n'ont pas encore touché d'allocations (environ 500 000) risquent du jour au lendemain de se trouver complètement démunis. Radier d'office un chômeur sous prétexte qu'il n'a pas répondu à la paperasserie administrative c'est le condamner à la misère la plus extrême, c'est en fait l'empêcher de retrouver un emploi en lui enlevant la couverture sociale et familiale, le mettre à l'écart de la société.

Compte-tenu des délais (2, 3 mois et plus) entre l'inscription et le premier paiement d'une allocation, beaucoup de chômeurs risquent de ne pas se sentir concernés, espérant toucher leurs allocations incessamment ; quant aux travailleurs immigrés dont beaucoup ne savent ni lire ni écrire le français c'est une menace précise qui pèse sur eux. Par ce moyen la bourgeoisie veut camoufler le chômage, dissimuler le nombre réel des chômeurs et développer la division entre ceux qui touchent leurs indemnités et les autres. Il nous faut répliquer sans attendre :

- dénonçons largement cette nouvelle mesure anti-populaire !
- manifestations aux portes des ANPE, organisons l'unité des travailleurs sans emploi et des employés des ANPE !

Avec les comités de lutte contre le chômage, développons l'action :

- non aux licenciements !
- paiement intégral des heures chômées
- diminution d'horaires sans diminution de salaires
- paiement intégral des 90% pour les chômeurs
- abrogation de la circulaire Métais
- droit aux allocations pour tous les chômeurs dès la première inscription

Sur les quartiers :

- imposons la levée des expulsions et des saisies
- pas de loyer inférieur à 10% du salaire
SUPERIEUR

Montceau-les-Mines

interview d'un délégué CFDT membre du Comité de Lutte

Militer dans les comités de lutte n'est pas l'affaire des seuls chômeurs. De nombreux syndicalistes, délégués et non syndiqués participent déjà à de nombreux comités de lutte contre le chômage...

Quotidien du Peuple : Comment se fait-il que tu participes au comité de lutte contre le chômage, l'usine Michelin de Montceau n'a pourtant pas l'air d'être touchée par le chômage ?

avec le corporatisme qui est souvent très ancré dans les sections syndicales, on s'occupe de sa boîte, au mieux on s'intéresse à ce que font les autres camarades dans les différents secteurs mais en fait on est chacun dans notre coin. Je crois que les syndicalistes ont un combat à mener pour changer cet état d'esprit si l'on veut mener des luttes efficaces.

QdP : Qu'est-ce que vous apportez cette forme d'organisation ?

On ne peut toucher dans les entreprises à tous les aspects de la vie des travailleurs qui subissent le chômage, une section syndicale par exemple ne peut pas s'occuper en permanence sur un quartier de mobiliser les travailleurs pour s'opposer aux saisies, aux expulsions, aux coupures de gaz.

QdP : Qu'est-ce que votre section syndicale attend du Comité de lutte contre le chômage ?

Pour nous déjà en tant que syndicalistes, il s'agit de rompre

la lutte du Comité de Vénissieux

En mai dernier, à l'appel du PCR et du PDUP, un comité de lutte pour l'emploi contre le chômage et la vie chère regroupant des chômeurs et des travailleurs actifs, des syndicalistes, des ménagères, des jeunes, se constitue sur Vénissieux - Saint Fons - Feyzin.

Lors de l'appel du comité elle prend contact avec nous. Il est possible d'empêcher cette expulsion comme toutes les autres, en opposant aux expulsions une riposte de l'ensemble des habitants du quartier : une pétition circule dans les tours voisines de celle de Mme D.

L'unité populaire a aussi été organisée avec les travailleurs en lutte contre le chômage en faisant à la mi-juillet avec les Teppaz une vente sauvage d'électrophones sur le marché de la ZUP de Vénissieux. Les habitants du quartier venus faire leurs courses, étaient nombreux à lire les panneaux apportés par les Teppaz.

compteurs prévues sur la ZUP. Aujourd'hui le comité de lutte doit renforcer encore cet unité populaire, se faire connaître et avoir des prises directes sur les problèmes des habitants du quartier, une enquête systématique a lieu sur le quartier. Enfin dimanche dernier le comité de lutte a tenu un rassem-

blément populaire, qui a permis de prendre de nouveaux contacts à la porte des usines de la zone Vénissieux Saint-Fons. De nouvelles perspectives d'actions se sont dégagées de ce rassemblement.



Roubaix lutte contre les licenciements dans une petite entreprise

Marcel, licencié déjà deux fois cette année d'entreprises de construction après plusieurs mois de chômage trouve enfin un emploi chez Van-Huynsderghe, patron de ECH (entreprise de construction héméroise, 30 ouvriers). Oh, le salaire n'est pas fort pour un maçon OP2 mais c'est toujours mieux que le chômage.

Quelques jours plus tard, ce sont deux camarades qui prennent le même chemin pour des motifs aussi futiles, puis vient le tour de Marcel et d'un autre pour soi-disant une pose de briques insuffisante. Pour la première fois depuis que le patron joue ce petit jeu, il va rencontrer une sérieuse opposition.

Aujourd'hui la lutte continue. La large mobilisation des habitants des quartiers populaires est une condition pour vaincre. C'est cette mobilisation que développe notre comité de lutte.

Pendant ce temps, le Comité de Lutte contre le Chômage colle 300 affiches, fait des prises de parole, des diffusions de tracts dans les quartiers populaires, des commerçants affichent le tract

Lyon LA JEUNESSE A L'ACTION CONTRE LE CHOMAGE

Mercredi 12, les cercles de Saint Fons, Villeurbanne et du 3^e arrondissement de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire sont intervenus devant l'Agence Nationale pour l'Emploi avec prises de parole au mégaphone, tracts, puis à l'intérieur même de l'ANPE.

Cette intervention s'est soldée par une quinzaine de nouveaux contacts pour le Comité de Lutte contre le Chômage : des jeunes des JOC se sont montrés très intéressés par le travail développé par le comité, et des jeunes des Jeunesses « communistes » ont décidé de venir aux réunions du comité de lutte.

à Montrapon (Besançon) "on a fait face... et ce succès a donné confiance"

Charles Renaude, 35 ans, père de 7 enfants, artisan, connaît bien les travailleurs de son quartier depuis l'époque où il était délégué CGT du personnel chez Weil. Il est aujourd'hui responsable du Comité de Lutte contre le Chômage de Montrapon. Sa femme qui l'aidait à rédiger les tracts pour l'usine, participe aux réunions du comité de lutte, ainsi qu'un de ses fils.

"Le comité est encore jeune, dit-il, puisqu'il a été créé en juillet dernier. Ce qui est bien dans notre comité, c'est qu'on a pu réunir des chômeurs mais aussi des ouvriers, des ménagères, des jeunes... Les gens sont venus grâce aux luttes qu'on a menées. Ils viennent au comité parce qu'ils veulent lutter et qu'ils pensent que le comité est un moyen."

DES LUTTES D'USINES AU COMITE CONTRE LE CHOMAGE

En avril et mai derniers, à Bourgeois, SIFOP et Unimel les ouvriers, malgré la pression du chômage, engagèrent la lutte pour des augmentations de salaire et contre les contrats à durée limitée (à Unimel) ; les cellules du PCR(ml) y prirent une part active et appelèrent à la solidarité sur le quartier de Montrapon. Ceci créa une situation favorable à la constitution du Comité de Lutte contre le Chômage sur le quartier.

Ces luttes avaient posé clairement à nombre d'habitants du quartier cette question : il faudrait une solidarité ouvrière plus large dans les luttes, le quartier n'a-t-il pas un rôle à jouer dans ce sens ? A un moment où les réductions d'horaires avec pertes de salaires, étaient nombreuses dans les entreprises de

MONTRAPON : LE MÉPRIS DE LA BOURGEOISIE !

La place Coubertin, dans le quartier de Montrapon, où convergent les rues Dalloz, Balzac, Gaffiot est souvent surnommée la « place noire ». « Lorsque vous allez en ville, disent les habitants du quartier, on vous dit : « Tu habites rue Balzac ! Ah ! Tu habites dans le petit Chicago ». C'est tous des mots comme ça qui sont lancés, et on est considéré comme un quartier où il ne faut pas venir la nuit ».

"Ici, il n'y a pas de tours, pas de HLM gigantesques, les immeubles n'ont pas plus de cinq étages mais ils sont dépourvus de tout confort : pas de chauffage central, pas d'ascenseur, le gaz et l'électricité sont souvent coupés chez les familles qui n'arrivent plus à payer les traites, et jamais de réparations, de ravalement de façade, sous prétexte que les enfants « cassent tout ».

La place Coubertin est un parking plein de voitures lorsqu'il y a un match au Palais des Sports tout proche, à 20F la place ; pour les enfants du quartier, pas question d'y aller à ce prix, pas plus que sur la pelouse des stades voisins ! C'est interdit, et il faut payer. Il reste le terrain vague, derrière la rue Balzac, il est plein de ronces, dans l'attente d'une opération immobilière de son propriétaire : Mr Jeanneney, PDG de la CEDIS.

RÉSOLURE LES CONTRADICTIONS QUI FONT OBSTACLE A LA LUTTE

Mais, pour agir, le comité de lutte doit faire face à de nombreuses contradictions existant dans la population du quartier. Car la mauvaise réputation entretenue par la bourgeoisie autour du quartier, sert à diviser les habitants eux-mêmes. « Depuis quelques mois, je milite au Comité de Lutte et au PCR (ml) mais, il n'y a pas si longtemps, je n'osais pas m'aventurer dans ce quartier » nous dit un jeune employé de banque qui habite une petite maison avec ses parents, à quelques centaines de mètres de la rue Gaffiot.



« Ici, dans le quartier, disent les travailleurs du comité de lutte, il y a encore le sentiment de chacun pour soi. Et à l'heure actuelle, la bourgeoisie fait, justement, tout pour qu'on soit divisé. L'atmosphère de division est cultivée volontairement. Ainsi, on ne fait rien pour les gens au point de vue bâtiment, au point de vue jeux pour les jeunes mais, lorsqu'il y a un coup dur comme dernièrement, un vol de 2 000F d'outillage dans une cave d'un membre du comité, aussitôt on a vu la police arriver et embarquer des jeunes et des Arabes. Ce qui a créé, pendant un certain temps, un climat de tension. Les flics n'ont pas retrouvé les outils, mais ils ont créé une tension. Il a fallu discuter pour ne pas se laisser diviser entre ceux qui avaient été volés et ceux dont les enfants avaient été embarqués ».

Même l'idée, selon laquelle ceux qui sont chômeurs « pourraient trouver du travail », n'est pas toujours présente dans ce quartier où les familles ont pourtant toujours au moins un de leurs touchés par le chômage. Citons l'exemple de cette discussion avec un employé de la ville (plusieurs employés municipaux sont membres du comité) qui avançait cette idée. Partant de l'exemple de son fils qui, bien que pourvu d'un CAP du bâtiment, est obligé de travailler un mois là, un mois ailleurs en intérim, parce qu'il ne trouve pas de place, la discussion clarifie les causes exactes du chômage, engendré par le système capitaliste.

« Quand on croise quelqu'un dans la rue, ici, dit madame P., 33 ans mère de 7 enfants, et dont le mari est livreur dans une entreprise de charbon, on sait qu'on a les mêmes problèmes. »

chômage - expulsions - saisies

ARRÊTER L'ENGRENAGE

Vendredi 22 octobre, un huissier se présentait au domicile de Mr et Mme Norbert Guillaume, rue Dalloz, pour les expulser et saisir le mobilier. Lui est au chômage, depuis que son employeur l'a licencié fin 74. Il ne touche même pas les indemnités de chômage.

15 personnes du quartier, aussitôt mobilisées par le comité de lutte ont barré l'entrée à l'huissier qui a dû repartir sans avoir procédé à l'expulsion. Après avoir mis ainsi en échec l'action judiciaire de la bourgeoisie, le comité de lutte qui ne veut pas rester sur la défensive, envisage une action pour exiger le paiement des indemnités de chômage et la réintégration du travailleur licencié. Celui-ci vient de recevoir une lettre du préfet indiquant qu'ordre a été donné à l'huissier d'utiliser la police pour exécuter l'expulsion et la saisie. Le comité de lutte se prépare à y faire face.

habitants du quartier avaient pu discuter de leurs problèmes, du chômage, des saisies, des expulsions.

UNE RÉUNION DE COMITÉ

Aux réunions du comité, un ordre du jour est proposé par le bureau du comité, constitué depuis juillet, à la demande des participants qui l'ont élu.

A la dernière réunion du comité de lutte, le 5 novembre, les participants ont décidé d'organiser une grande enquête sur les mises sous tutelle des familles, et de préparer la riposte contre toute nouvelle tentative de saisie ou d'expulsion, à l'encontre de Norbert Guillaume menacé, ou de tout autre habitant du quartier. Au cours de la réunion, quelqu'un a déclaré : « c'est tout à fait juste de lutter contre l'expulsion de Norbert et de continuer à lutter. C'est juste mais, ce n'est pas suffisant. On va empêcher cette expulsion, n'empêche que Norbert sera toujours chômeur et qu'il ne pourra toujours pas payer son loyer. Alors, ça changera quoi ? »

De la discussion qui s'en est suivie, est ressortie la nécessité de se tenir au courant de chaque cas concret pour empêcher les expulsions mais, aussi la nécessité de préparer une lutte d'ensemble. La discussion a permis aussi d'évoquer les causes du chômage et l'impossibilité de supprimer le chômage dans la société capitaliste. A la suite de la lecture par un camarade, d'une lettre du PCR (ml) appelant aux journées d'action des 15 et 16 novembre, on a beaucoup discuté du mot d'ordre des réformistes : « il vaut mieux des retraités plutôt que des chômeurs ».

« UN POINT DE VUE ASSEZ LARGE POUR CONTACTER LES MASSES... »

Aujourd'hui, dit Charles Renaude, plusieurs camarades du comité sont chargés de mettre au point une soirée de loisirs pour la fin du mois. aider les gens à se connaître contribue à lutter contre la division. Les gars rentrent du boulot, chez eux, il y a la télé, et c'est le bourrage de crâne, alors c'est fini. Nous, on a décidé d'organiser des soirées de loisirs, avec des jeux, pour que les familles puissent se rencontrer, parler de leurs préoccupations. Dans le comité de lutte, il n'y a pas que de la propagande, il y a un point de vue assez large pour contacter les masses ».

La fête organisée à Montrapon à la mi-juillet par le comité de lutte et le PCR (ml), avait contribué à développer le comité. 300 personnes, pour la plupart du quartier s'étaient retrouvées place Coubertin, autour des stands, des jeux, du bal. « On a vu qu'on pouvait faire quelque chose nous-mêmes dans ce quartier où il n'y avait jamais rien eu de tel depuis longtemps. » Autour des stands du

Le comité de lutte a décidé d'appeler à la manifestation avec le PCR (ml), contre le chômage ce samedi, place Coubertin.

communiqués

POMPEY Samedi 15 à 20h30 réunion Salle polyvalente du C.A.C. Avenue du Général de Gaulle (en face des ascieries)

Manifestation samedi 15 novembre 10 h 00 à Montrapon place de Coubertin

Table ronde « Comment lutter contre le chômage » Foyer International rue Martin-du-Gard 20 h 30 - samedi

CAEN Dimanche 16 novembre 75

UN RASSEMBLEMENT POPULAIRE CONTRE LE CHOMAGE Salle Malfiltrate. Bd. du Grand Parc. HEROUVILLE

SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DE CARON OZANNE • Débat sur le chômage et comment développer la lutte avec les travailleurs de Caron. • Nombreux stands. Montage diapos : « le chômage à Isigny ».

SAMEDI 15 NOVEMBRE

9h30 Conférence de Presse avec les travailleurs maiens du Foyer Caillé (Restaurant La Gabelle 32 rue Trois Frères - Paris 18^e)

11h00 Rassemblement devant la Mairie du 18^e.

14h30 PROJECTION-DEBAT sur la lutte contre les licenciements dans l'imprimerie avec les travailleurs de Darboy (8 rue P. L'Hermite)

PARIS SAMEDI 15 à 16heures à l'AGECA 177, rue de Charonne (M^oA. Dumas) REUNION-DEBAT

Correspondant du Comité de Lutte contre le Chômage du quartier de Hem

les femmes en lutte contre le chômage

« ILS VEULENT EXPULSER LES MILITANTS COMME MOI POUR INTIMIDER L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS »

Le chômage touche massivement les travailleurs immigrés. Le gouvernement a fait fermer les frontières, et en France même les expulsions se multiplient. Nous publions le témoignage d'un travailleur immigré menacé d'expulsion.

Arfaoui Béchir, travailleur immigré tunisien en France depuis 1971, va être expulsé le 5 décembre : parce que, très vite, il s'est mobilisé contre l'exploitation, la répression des travailleurs immigrés, et la division entretenue par la bourgeoisie entre les travailleurs de France.

LUTTE CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET

« J'ai été surexploité comme « sans papiers »... j'étais isolé et obligé d'accepter plus de 10 H par jour à 3 F de l'heure, 100 F par personne et par mois pour une chambre de 8 ouvriers, sans sécurité sociale, sous la menace de l'expulsion. A cette époque, les travailleurs immigrés commençaient à ne plus se laisser faire, et à se regrouper pour lutter eux-mêmes pour leurs droits de travailleurs et contre la Circulaire

que en matière d'énergie, face aux exigences du Tiers-Monde, la bourgeoisie essaie par tous les moyens de faire payer la crise aux travailleurs, et en priorité aux travailleurs immigrés. « Aujourd'hui, la situation des immigrés ne fait que s'aggraver ; l'augmentation du chômage et la crise du capitalisme, dont nous ne sommes pas responsables, nous touchent particulièrement. En un an, le nombre d'immigrés chômeurs a augmenté de 163%, contre 88% pour l'ensemble. Mais cette crise touche tous les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés. Aussi les luttes des travailleurs immigrés se renforcent, comme dans les foyers (Sonacotra), et côte à côte avec les travailleurs français, comme à Chausson.

C'est pour cela que le ministre Poniatowski veut nous isoler encore plus et bloquer nos luttes par la répression. Les expulsions se multiplient, les flics quadrillent nos quartiers en permanence, et maintenant, ils veulent expulser les militants comme moi pour intimider l'ensemble des travailleurs immigrés.



Fontanet. J'ai fait la grève de la faim avec 55 camarades»

Après avoir obtenu ses papiers, par la lutte, il continue à soutenir le combat des camarades qui luttent pour leurs papiers et contre le contrôle de l'immigration.

LUTTE SOLIDAIRE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS

« Je suis allé à Lip et au Larzac parce que les travailleurs français et immigrés ont les mêmes intérêts dans la lutte. La division entre les ouvriers profite seulement au gouvernement et aux patrons. C'est pour cela qu'il faut obtenir l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés, et supprimer tout contrôle de l'immigration qui limite nos libertés de travailleurs et nous divise.

CONTRE LA POLITIQUE DE CRISE

Aujourd'hui, après avoir renoncé à appliquer intégralement la circulaire Fontanet, pour garantir sa politi-

LUTTER CONTRE TOUT CELA, C'EST L'AFFAIRE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE

« L'unité entre français et immigrés est plus que jamais nécessaire et les travailleurs français et leurs organisations doivent prendre en charge réellement la défense des travailleurs immigrés, le soutien à leurs luttes, l'organisation de la défense commune contre le chômage, la répression et la division. C'est dans ce sens que j'appelle mes frères ouvriers immigrés, tous les travailleurs... à empêcher aujourd'hui mon expulsion.

Mais même si j'étais expulsé, je sais que les luttes se développent et moi, partout où je serai, je continuerai à lutter comme travailleur.

Comité contre l'expulsion d'Arfaoui Béchir
Permanence :
37 rue des Maronites. Paris 20°
(lundi et jeudi de 18H30 à 20H, samedi de 14H à 17H

A la fin septembre 75, un chômeur sur deux est une femme, alors que les femmes ne représentent que 37% des salariés. C'est dire l'ampleur du chômage pour les femmes.

Les femmes ne rentrent pas dans leurs foyers. Les capitalistes avaient l'illusion qu'en cas de crise de l'emploi, les femmes rentreraient chez elles sans rechigner, et les prévisions du 6ème plan ont été faites dans ce sens. Il ne s'agit là que d'un désir que la bourgeoisie essaie de réaliser par tous les moyens, en faisant notamment grand tapage à la télé pour revaloriser la fonction de la femme-mère, en faisant miroiter une allocation pour la « femme au foyer »...

Mais les femmes sont de plus en plus nombreuses à rechercher des emplois.

Cette recherche de travail par des femmes au chômage, par des femmes de chômeurs, ou par des femmes qui « n'y arrivent plus », si elle est dûe principalement aux contraintes de l'austérité, fait aussi partie du désir de plus en plus grand des femmes de participer pleinement à la vie sociale. Toutes les femmes en lutte interrogées, nous disaient qu'elles ne se voyaient pas retourner passer toute leur vie isolées dans des HLM.

On voulait s'en servir comme d'un réservoir de chômage ; les femmes du peuple constituent un très grand réservoir de révolte.

Elles se sont mises en lutte ; dans des boîtes qui n'avaient jamais connu de grève, depuis 68. « Pas de licenciement », lisait-

on sur leurs banderoles. Des grèves tenaces : les Grandin ont occupé 8 mois... Des grèves qu'elles popularisaient en vendant le produit de leur production suivant l'exemple des LIP, qui comprenaient une majorité de femmes. C'est le cas de Buda à Toulon, d'Everwear à St Quentin, de Cip-Bailleul dans le Nord... Elles ont bravé, pour occuper, toutes les difficultés

se la lutte dans les quartiers ouvriers. Contrairement à l'attente de la bourgeoisie, elles n'ont pas fait pression sur leurs maris pour qu'ils arrêtent la lutte, mais bien plus, elles les ont encouragés, elles les ont soutenus.

La bourgeoisie a organisé la famille de façon à ce qu'elle constitue un obstacle à la participation aux luttes, mais cette



que peuvent rencontrer des femmes sur qui repose pour l'essentiel les charges de la famille...

Elles se sont mises en lutte. Non seulement des ouvrières, mais encore des femmes de grévistes contre le chômage partiel. A Usinor Dunkerque, des femmes de syndiqués et de non syndiqués se sont regroupées, ont participé activement aux piquets de grève, ont populari-

tendance commence à se renverser. Combien de femmes n'avons-nous pas rencontrées, qui voulaient participer aux comités de lutte contre le chômage, parce qu'elle s'inquiétaient pour l'avenir de leurs enfants ?

Dans l'unité populaire contre le chômage, les femmes constituent une grande force.

Thérèse VERNET

LES TUTELLES : UNE PRATIQUE ODIEUSE

La mise sous tutelle consiste à bloquer le versement des allocations familiales pour une famille lorsque la justice estime que les parents ne sont « pas en mesure » de gérer correctement leur budget, il suffit parfois d'être endetté pour tomber sous le coup de la tutelle. C'est le tribunal pour enfants, qui décide de la mise sous tutelle. La directrice du service des tutelles à Besançon, est assesseur au tribunal pour enfants. Plus les familles sont pauvres, plus elles ont de chances d'être touchées par cette mesure. A Montrapon, où le nombre de gens touché par le chômage augmente, le nombre de mise sous tutelle

augmente aussi. « On y sera bientôt tous » entend-on dire ici. Dans le Doubs, les mises sous tutelles qui étaient au nombre d'une trentaine, il y a 8 ans, concernerait aujourd'hui 300 familles.

« J'ai 8 000 F bloqués sur mon compte, nous dit un travailleur et il faut que toutes les semaines, ma femme aille pleurer 50 ou 100 F, en justifiant de leur utilisation. Ce qui est odieux, c'est cette mentalité de tutelle que l'on crée, c'est une étiquette dans le dos qu'on nous met. L'organisme de tutelle donne des bons d'achats pour aller dans tel et tel magasin avec lequel il est en relation. Vous

allez au magasin, on commence à ouvrir un cahier rouge marqué « service de tutelle » et on commence à détailler ce que vous achetez. Tout le monde à la caisse sait que vous êtes en tutelle. C'est avilir les gens, c'est un moyen de dire que les gens sont des incapables ». Souvent les familles, les enfants, ont honte d'en parler, ce qui fait qu'on ignore qu'il y a un grand nombre de familles dans ce cas.

En lançant une enquête publique sur les tutelles, le « comité de lutte contre le chômage » de Montrapon veut unir les familles dans la lutte contre cette pratique et contre le chômage.

LE BLUFF DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

« Il s'agit de donner le goût d'une vie différente » déclarait Debré, ancien conseiller de Chaban Delmas. Une lectrice du Quotidien du Peuple de Reuil Malmaison témoigne de la réalité de ces stages de formation. « Dans les Agences Nationales Pour l'Emploi, à la télé, il y a de belles publicités sur la Formation Professionnelle Accélérée (FPA). - Enfin acquérir la qualification professionnelle qui nous manque... Certaines personnes attendent deux ou trois ans après avoir passées des tests (et avoir été choisies) pour être convoquées en stage. Entre-temps bien des choses peuvent

avoir changé au niveau individuel et beaucoup de personnes ne répondent pas à leur convocation... Pas de droit syndical, pas de diffusion de tracts ou de journaux, interdiction même de « parler politique » dans les murs de l'« école », (et c'est bien spécifié dans le règlement), naturellement pas de droit de grève. Le contrat stipule également que le règlement doit être accepté, que si l'on quitte le stage en cours de route, il faudra rembourser à l'administration du Ministère du Travail, la totalité des sommes qui ont été versées pendant le stage... Enfin quand on a passé les

examens, la FPA ne place pas. On se retrouve de nouveau au chômage mais avec une qualification ! Et trois mois après l'inscription au chômage, on reçoit des petites lettres qui disent qu'on n'a pas le droit ni aux ASSEDIC, ni à l'Aide Publique parce qu'on ne justifie pas de 6 mois d'activité salariée (parce que le salaire de la FPA n'est qu'une « indemnisation »).

A aucun moment nous ne sommes informés de tout ça, et quand en cours de stage nous avons demandé ce qui arriverait si nous nous trouvions au chômage, personne ne nous a répondu !...

LE METRO DE MARSEILLE

DES PROFITS FANTASTIQUES POUR LES NÉGRISIERS MODERNES

MENACE DE MORT PERMANENTE POUR LES TRAVAILLEURS

Le dernier mouvement de grève des travailleurs du METRO a permis de sensibiliser l'ensemble de la population, les futurs utilisateurs, à leurs revendications sur les salaires et les conditions de travail.

Quelle est la vie des travailleurs à plus de 30 mètres sous terre et derrière la palissade en bois ?

Dès la première heure de la reprise du travail, les représailles sur les grévistes ont commencé, ouvertes ou plus sournoises. Exemples : ce travailleur tunisien interpellé par le conducteur de travaux de son chantier, dès son arrivée : « Tu n'es plus dans ce chantier, tu dois aller au chantier d'Estrangin, tu n'as plus rien à faire ici. » Ce travailleur avait eu le courage de défendre son délégué C.G.T. contre l'agression d'anti-grévistes des chantiers de la porte d'Aix, ce qui n'a pas plu à ce conducteur de travaux qui voulait organiser un commando pour briser la grève du chantier des Chartreux. Conscient qu'il risquait d'être victime d'un « accident malheureux » sur le chantier des anti-grévistes, ce travailleur tunisien a refusé et a fait appel à son syndicat.

« En voilà déjà un, d'autres vont suivre ! » Rien de plus clair ! Et pour ceux qui ne peuvent pas être déplacés comme des pions parce qu'ils sont indispensables au chantier, les brimades ne manquent pas : les coffreurs sont envoyés au marteau-piqueur dès qu'ils ont un « creux », plutôt que de leur permettre d'effectuer des travaux moins pénibles au fond ou en surface pour respirer un peu.

Et il est interdit d'être malade pendant la grève ! La Sécurité sociale n'hésite pas à employer des méthodes policières : un de ses agents est tout simplement venu dans les bureaux des différentes entreprises des chantiers pour vérifier si telle ou telle feuille maladie n'était pas celle d'un gréviste.

Pourtant l'Inspection du travail et la Sécurité sociale ne sont pas aussi tâtilons pour les conditions d'embauche : nombreux sont les travailleurs qui n'ont pas passé de radio depuis plusieurs mois et même plus d'un an pour certains.

« Normalement, les gars en galerie devraient passer une radio tous les mois, ça fait plus d'un an que je n'y suis pas convoqué » me dit un coffreur qui travaille au METRO depuis plus de deux ans.

dois attendre près de deux heures avant de commencer à écrire et, pour venir en voiture, je roule en seconde car c'est difficile de bien distinguer les formes ».

A ces gaz toxiques viennent s'ajouter la chaleur et la poussière, autant d'éléments peu recommandés pour les poumons. Mais, direz-vous, et les ventilations ? Bien qu'elles existent, elles sont plus qu'insuffisantes pour aspirer et pour renouveler l'air. Et la nuit, avez-vous remarqué que toutes les grosses cheminées d'aération sont arrêtées ? Mais 30 mètres plus bas les coffreurs sont dans les galeries ; le front de taille est arrêté et tous les engins au gas-oil aussi. Seules les petites ventilations fonctionnent. Toute la poussière et les gaz doivent normalement avoir été absorbés par les grosses ventilations qui fonctionnent encore une demi-heure après l'arrêt des engins ; mais, en fait, une partie des gaz est toujours là et les petites ventilations intérieures n'arrivent même pas à vaincre la chaleur des coulées de béton. Et toute la nuit une équipe de 5 coffreurs déplace un coffrage de près de 35 tonnes et de 5,20 m de longueur.

« Pour déplacer ce coffrage et le mettre en place plus loin, nous devons placer des sabots et faire le tracé pour placer les rails en U sur lesquels les roues du coffrage doivent s'appuyer. Tout doit avancer lentement car il ne faut pas que ça s'embourbe. Il faut au moins trois postes pour placer un coffrage », explique l'un d'eux, « bien

entendu, le conducteur de travaux trouve que cela est trop lent. Avant il faut ferrailer, une équipe de deux gars doit aller chercher, à la surface, des espèces de grillages métalliques de 60 kilos qu'ils portent pendant 400 mètres jusqu'au front de taille ».

Contrairement aux mines de charbon, aucune pompe n'envoie de l'air nouveau et les ventilations principales n'arrivent jamais à refouler les poussières, la fumée et les gaz. L'effet des ventilations intérieures la nuit est nul, en moins d'une heure de travail la transpiration apparaît à travers les vêtements et pendant la demi-heure de casse-croûte à la surface, dans les baraquements gelés, il est très facile d'attraper une grippe, un rhume ou une bronchite sur des poumons déjà intoxiqués.

Certains, après plusieurs mois de travail, sont déclarés inaptes au travail en galeries et envoyés en surface avec une baisse très forte du salaire ou licenciés.

« Tu peux le demander à ma femme, tous les matins je crache noir, mais je m'accroche, je ne veux pas aller en surface, passer de coffreur à balayeur, le salaire ne suffirait pas pour nourrir la famille et payer les crédits. Je ne veux pas me retrouver sans travail avec les poumons foutus » m'a expliqué un travailleur qui a passé la quarantaine.

Pour l'entreprise, la réponse est toute trouvée : « Il a attrapé ça ici ou ailleurs, nous ne voulons rien savoir, c'est la Sécurité sociale qui doit s'en occuper. »



l'appel massif aux travailleurs intérimaires

Pour faire accepter de telles conditions de travail, les entreprises CAPAG-CETRA, MOINON, QUILLERY SAINT-MAUR, etc., n'hésitent pas à faire venir des cars ou des camions de travailleurs immigrés par l'intermédiaire de négriers de la région parisienne et du Nord, sollicités par des annonces dans les journaux de ces régions où le travail des mines est plus connu. Pour les marchands de viande humaine, cette filière de main-d'œuvre bon marché était un excellente source de profits, si bien que l'Inspection du travail, poussée par la colère des travailleurs, a dû intervenir pour les cas trop visibles, comme ce débarquement de travailleurs immigrés du Nord au

chantier des Chartreux dont certains n'avaient aucun papier d'embauche. Si ces travailleurs sont très certainement passés dans des « centres de transit », genre prison d'Arcenc qui fonctionne toujours, ce qui est sûr c'est que les négriers continuent leur trafic.

Aujourd'hui, pour avoir une main-d'œuvre toujours rentable, les entreprises intérimaires sont obligées de faire appel à des travailleurs qui ne connaissent rien du travail en galerie ; ces manœuvres font un travail de mineurs alors qu'ils ne connaissent rien à la sécurité ; témoin ce travailleur algérien embauché depuis un mois : « Je n'ai aucune qualification ; quand le conducteur de travaux m'a fait des-

prendre dans la galerie, il a dit au chef d'équipe : « Je te le donne huit jours à l'essai, s'il n'est pas bon, on le renvoie. Et, surtout, surveille-le bien ». Car si pour un travail de mineurs alors qu'ils intérimaire ne représente rien, ils ne tiennent pas à avoir une renommée d'assassins et de se trouver entre les mains d'un juge Pascal ou de Charrette !

les accidents du travail et le manque de sécurité - les maladies professionnelles non reconnues :

Les doigts écrasés, les coups et les chutes sont courants. Exemple ce travailleur qui a eu le pouce écrasé par un ceintre au cours du boisage, obligé de s'arrêter quarante jours en décembre 74, il attend encore les remboursements de la Sécurité sociale.

« Et ce coffreur, le crâne fracassé par un coup de masse donné par son équipier en perdant son équilibre précaire en voulant enfoncer une planche ; après plusieurs mois de rétablissement, l'Inspection du Travail ne lui a pas accordé l'IPP reconnue par son docteur car aucune séquelle n'apparaissait des suites de son accident ». En vérité « je peux te dire si demain il va pleuvoir ou s'il va faire froid, ma tête me sert de baromètre depuis mon accident ; j'ai parfois de violents maux de tête, avant je n'avais rien de tout ça. Les yeux aussi ont été atteints, j'ai voulu que la sécurité sociale me paie une paire

de lunettes en accident du travail, elle a refusé et ne veut les reconnaître qu'en maladie, comme ça je devrais en payer la moitié ».

Si les entreprises fournissent obligatoirement le casque et les bottes en caoutchouc, les travailleurs ont rarement l'occasion d'enfiler une paire de gants et ne se voient pas proposer les masques en mousse. Beaucoup ignorent que les gants et les masques sont soigneusement entreposés dans des magasins dans du papier cellophane. « Comme ça ils sont couverts par l'Inspection du Travail », m'explique un ouvrier, « mais quand les ingénieurs et les conducteurs de travaux descendent, ils ont les gants, alors que lorsque nous faisons du terrassement au marteau-piqueur pendant tout le poste, comme aujourd'hui, on nous donne une paire de gants pour toute l'équipe, on se les passe à tour de rôle. Mais le plus visible c'est lorsque nous touchons le ciment chaud pendant les coulées, tous les gars ont les doigts rongés par le ciment, ils ont la « gale du ciment », alors qu'une simple paire de gants permettrait d'éviter tout cela. »

Ni téléphone, ni boîte à pharmacie dans les galeries. En cas d'accident au front de taille, il faut parcourir les quelques centaines de mètres pour aller, en surface, prévenir les pompiers et le chef de chantier qui a une boîte à pharmacie dans son bureau, fermée à clef.

« Un gars accidenté au fond a largement le temps de mourir, mais la direction est couverte parce qu'il y a une ligne permanente et directe avec les pompiers » me dit l'un d'eux.

Les ouvriers ont demandé des souliers de sécurité pour ne pas avoir à supporter le poids des bottes aux endroits secs. Refusé. Mais on leur a proposé des bottes de sécurité en ferraille avec l'intérieur en toile ; après expérience, la toile rapidement usée, les pieds étaient en contact direct avec le fer. Plus personne n'en veut.

un plan de licenciements est prévu :

Les gros travaux de galeries étant terminés dans quelques mois, les entreprises prévoient de licencier par petites vagues. Mais licencier des ouvriers signifie paiement des indemnités de licenciement et délai de préavis de plusieurs semaines. Les entreprises vont essayer au maximum de ne pas payer en utilisant un moyen très simple : tout mettre en œuvre pour que les travailleurs qui ont plusieurs mois de chantier partent « volontairement » (suppression de primes, présence permanente du conducteur de travaux qui ne manque pas une occasion de rappeler sa présence, obligation d'effectuer des travaux plus pénibles, changement de chantier, déclaration d'incapacité au travail en galerie et envoyé comme balayeur en surface avec pertes de salaires...), le rêve de ces entreprises est de n'avoir que des travailleurs intérimaires. Ah ! la bonne affaire. Des ouvriers qu'elles pourraient renvoyer selon son plaisir, sans aucune indemnité, et de préférence des ouvriers qui ne connaissent pas leurs droits.

Mais les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille et sont bien décidés de déjouer, avec leurs syndicats C.G.T. et C.F.D.T., tous les plans de négriers payés par CAPAG-CETRA, QUILLERY SAINT-MAUR, MOINON... Pour cela ils doivent aussi lutter pour que leurs syndicats organisent un large mouvement d'ensemble dans l'unité de tous les chantiers du METRO et avec l'appui de la population et des travailleurs en lutte pour de meilleures conditions de travail et de vie.

Seule une large pression de masse permettra de briser le mur de silence qui cache les assassins de travailleurs et les mutilations à vie pour le plus grand profit de quelques personnalités qui n'accepteront les journées « portes ouvertes » que lorsque toutes les imperfections seront soigneusement camouflées et peut-être qu'alors on déroulera la moquette pour recevoir les visiteurs, journalistes et pourquoi pas GISCARD en souliers cirés et en complet veston !

Robert RIVIERE

les conditions de travail

S'il est très connu que les travailleurs du METRO doivent affronter chaque jour l'eau et la boue qui envahissent les galeries, ce n'est là qu'une partie des dures conditions de travail. Imaginez-vous dans un boyau boueux où il est fréquent de travailler à côté d'un ou deux bulldozers, quatre « termines » qui font un va-et-vient incessant pour récupérer et sortir la terre arrachée par l'alginate (équivalent du mineur continu dans les mines de charbon) ; le tout, sauf l'alginate, fonctionne au gas-oil, dégageant ainsi un épais brouillard de gaz toxiques. « Parfois nous n'y voyons pas à 5 mètres » témoignent plusieurs travailleurs, « les gaz d'échappement nous piquent les yeux », « quand je reviens du travail, je

**appel
aux
lecteurs**

Nous achevons aujourd'hui de publier en feuilleton «Les Mémoires et Aventures d'un Proletaire».

Beaucoup de lecteurs ont été sensibles à ce récit. En dépit de ses maladroites, de ses conséquences politiques parfois.

Pourquoi ? Parce que c'est un récit animé, pour l'essentiel d'un point de vue de classe. Truquin en écrivant ce livre n'a pas cherché à mettre en valeur son histoire individuelle, mais avant tout, à tirer de l'expérience d'une vie d'ouvrier, la sienne, tout ce qui pouvait servir à renforcer la haine des exploités, la certitude de construire un jour une société qui les éliminerait.

Mais beaucoup de lecteurs se demandent en même temps : «Ne serait-il pas possible de publier des récits de ce genre, mais écrits par des prolétaires de la France d'aujourd'hui ?»

Oui. Mais cela pose une question : il existe assurément des textes, dispersés, non publiés, récits, nouvelles, poésies, témoignages, écrits par des résistants qui ont voulu fixer l'espoir révolutionnaire, l'héroïsme de leurs camarades, par des ouvriers qui ont participé aux grandes luttes de l'après-guerre, par des jeunes travailleurs profondément révoltés par la société qu'ils affrontent.

Eh bien, ces textes il faut les trouver, les rassembler ! S'ils sont inachevés ou encore à l'état d'esquisse, il faut les mener à bien. Il faudra sans doute se donner les moyens d'en discuter collectivement et de les améliorer au besoin.

Et nous pourrions alors les publier.

dans une usine de Changhaï les ouvriers écrivains

Dans le cours de la Révolution Culturelle Prolétarienne, en Chine Socialiste, la classe ouvrière a renforcé son pouvoir dans tous les domaines - et notamment - dans le domaine artistique où le révisionnisme avait usurpé des positions importantes.

En se mobilisant politiquement contre le révisionnisme, les ouvriers et les paysans ont élargi leurs activités culturelles. C'est consciemment, à une échelle de masse, que des ouvriers-écrivains, des paysans-peintres se sont formés pour développer un art exprimant leur volonté révolutionnaire, leur conscience socialiste.

C'est l'une des innombrables expériences qui est décrite dans ce reportage.

L'Usine de génératrices de Changhaï est une importante fabrique de gros moteurs de types différents. C'est ici qu'a été conçu et construit le premier turbo-alternateur à vapeur, avec rotor et stator refroidis par eau.

A notre arrivée devant l'Usine de génératrices, nous fûmes frappés par le grand nombre des affichages et des journaux muraux, collés en rangs serrés, sur les murs de la porte principale et des entrées des autres bâtiments. Informations sur la situation générale de la production de l'ensemble de l'établissement, de celle des différents ateliers, comptes rendus de la vie des ouvriers et des activités culturelles et sportives, enseignements acquis par le personnel dans leurs études du marxisme-léninisme, poèmes et essais consacrés à la réfutation du révisionnisme ou à l'éloge des travailleurs d'avant-garde : telles étaient les rubriques qui s'offraient

à nos regards. Ces publications, les ouvriers ne manquaient jamais de les lire, car elles sont l'expression de leur vie, de leur état d'esprit et de leurs aspirations.

C'est sur la base du développement des activités culturelles des masses que s'est créé le cours littéraire.

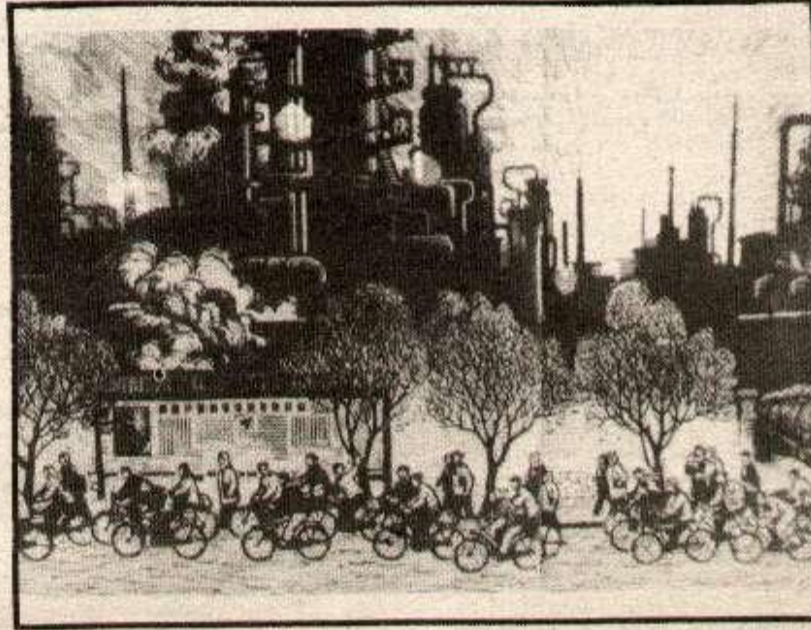
temps aux travaux de leurs ateliers. Ce faisant, ils prennent toujours plus profondément racine dans la vie des travailleurs et, spirituellement, resteront à jamais de simples ouvriers.

En politique, ils étudient systématiquement le marxisme-léninisme et les œuvres de Mao Tsé-toung. Dans leur discipline particulière, en de-

littérature. Mais, depuis qu'il est à l'usine, ses camarades d'atelier le choisissent pour écrire des articles à paraître dans les journaux muraux. En 1971, un journal changhaïen publia un essai de Tcheou. Ce succès l'encouragea vivement et il se mit à écrire avec plus de ferveur encore. Mais une série d'échecs devait l'attendre. Après son admission au cours littéraire, il écrivit un récit : Idéal. Quant, après avoir lu aux vieux ouvriers de son atelier, il leur demanda leurs opinions, ceux-ci répondirent : «Ton héros ne nous ressemble pas, à nous les ouvriers.» Ce fut un coup dur pour Tcheou

Ses camarades du cours l'aiderent à analyser les raisons de sa mésaventure. En conclusion, ils lui dirent que ses sentiments étaient encore trop différents de ceux des larges masses ouvrières. Cependant, ses aînés l'exhortèrent à continuer d'écrire. D'autre part, le secrétaire de la cellule de la Ligue de la Jeunesse communiste lui expliqua que la création littéraire ne devait pas avoir pour objectif le renom personnel, mais qu'il fallait la voir comme un engagement à l'égard de la classe ouvrière. Il reprit courage et résolut de poursuivre ses efforts. Lorsqu'il comprit mieux le sens de la vie et la signification de la création littéraire, ses pensées et ses sentiments se rapprochèrent graduellement de ceux des ouvriers. La vie quotidienne à l'usine, qu'autrefois il trouvait banale, devint désormais, pour lui, du plus grand intérêt. Et c'est ainsi qu'en partageant les travaux des ouvriers plus âgés, il eut bientôt de quoi écrire. En quête d'expérience.

Extraits de littérature chinoise 1974 numéro 1.



En 1972, vingt ouvriers et ouvrières, la plupart dans leur vingtaine, ont commencé leurs études littéraires dans la nouvelle classe. Ils étaient tous amateurs de lettres.

Le cours littéraire dure un an et demi. Pendant cette période, les ouvriers consacrent la moitié de leur

hors de la philosophie et de l'histoire, leurs principaux efforts voués à l'art d'écrire et aux études des théories littéraires et artistiques.

Tchéou Yong-tchouang, vingt et un ans, est conducteur de pont roulant. Il a été diplômé du secondaire en 1967. A l'école, les sciences l'intéressaient plus que la

DARBOY 1974 : une lutte...

...un film

Au moment même où les ouvriers imprimeurs de Darboy, à Montreuil (dans la banlieue parisienne) engagé à nouveau la lutte, un film sur leur grève de 1974 vient de sortir depuis peu.

Les Darboy ont dans cette période constitué un exemple, un pôle. Parce que, s'inspirant de LIP, une grande partie d'entre-eux ont dit résolument non aux licenciements, que ce soit ou non avec reclassement. Parce qu'ils s'y sont opposés en occupant pendant de longues semaines leur usine, en reprenant la production, en éditant leur propre journal, comme le font aujourd'hui ceux de Caronn-Ozanne. Parce que surtout, ils ont résisté aux pressions de l'orientation révisionniste, corporatiste prédominante au niveau du Syndicat du Livre (FFTL), qui avait désapprouvé leur grève et laissé clairement entendre qu'il ne voulait pas d'un LIP dans l'imprimerie. Parce qu'ils ont gagné et obtenu leur réembauche.

Les images du film, prises sur le vif, nous restituent principalement des moments forts de la lutte : la décision de reprendre la production, la confection du journal, la popularisation sur un marché, une journée portes-ouvertes, la manifestation du

1er mai 1974, la première paye «sauvage», la joie après la victoire. Le film exprime, en ce sens, la volonté de lutte, l'initiative, l'enthousiasme de classe des Darboy. La musique, inspirée d'airs populaires, y contribue aussi.



Parallèlement aux images, la parole est le plus souvent laissée à des ouvriers de Darboy, qui, plusieurs mois après leur victoire, commentent ces épisodes : c'est

la faiblesse du point de vue qui, semble-t-il, a présidé au tournage. Car au fond nous voyons les travailleurs en action mais nous ne saisissons presque jamais le débat qu'ils ont mené pour à chaque fois, s'y engager et poursuivre plus avant.

Tous ces silences sont politiques : ils délimitent un refus de saisir, comme tel l'affrontement réel, dans les masses, avec les idées révisionnistes et les structures organisées qui les imposent.

democratie ouvrière, sur leurs propres capacités d'initiative et d'organisation.

Mais alors apparaît, d'autant plus

l'orientation prédominante de la FFTL ? Comment, a évolué l'attitude de la FFTL ? Comment les travailleurs se l'expliquent ? Comment en définitif la voie de la lutte a pu l'emporter sur la voie de la capitulation ?

C'est là l'héritage de tout un courant du cinéma militant, qui notamment à l'issue de Mai 1968, s'est tourné vers les luttes ouvrières - qui d'une façon ou d'une autre marquaient une rupture d'avec le révisionnisme. Mais ces luttes, dans une période où dominait encore

largement la confusion politique dans le mouvement se réclamant de la révolution, il cherchait seulement à refléter leur déroulement, leurs formes d'actions, leurs aspects nouveaux. Pensant que leur simple reflet pouvait servir d'exemple, aider au déclenchement d'autres luttes, faire progresser ainsi la conscience.

Aujourd'hui, alors que s'affirme plus nettement encore dans la classe ouvrière la remise en cause du révisionnisme, la persistance d'un tel point de vue risque, très vite, d'être perçue comme faisant obstacle au développement de la lutte anti-révisionniste, qui s'approfondit dans les masses.

Ainsi, malgré ses mérites, ce film sur Darboy se heurte à ces limites politiques. C'est une question qui concerne, plus largement, aujourd'hui toute une partie du cinéma militant. Et nous devons en débattre bientôt, plus à fond.

Gabriel FERREOL

«UN SIMPLE EXEMPLE» CINÉLUTTE

58 rue des Batignolles 75 017 PARIS

paysan

COMITÉ DE DÉFENSE
FRANCHE-COMTÉ-ELEVAGEla lutte contre
l'intégrationon fait des dettes en
travaillant 20 heures sur 24

Des paysans de Saône-et-Loire et de la Nièvre, une correspondante du Quotidien du Peuple ont rendu visite au Comité de Défense Franche-Comté Elevage. Ce reportage est fait à partir de témoignages et échanges recueillis au cours de plusieurs rencontres.

Pour pouvoir suivre ou améliorer leur revenu, les paysans passent des contrats avec Sanders. En gros, ce dernier fournit les porcelets, la farine et reprend les porcs gras et se paie.

Ce reportage montre comment ils font les frais de la restructuration capitaliste dans les firmes agro-alimentaires.

— Quotidien du Peuple : Comment avez-vous fait pour avoir de pareilles dettes sur le dos ?

— Léon : nous avons travaillé.

— Guy : J'ai fait des cochons avec les Grands Moulins de Dôle. Le premier lot nous a laissé un peu de bénéfice, le second, ça s'est juste équilibré, le troisième, nous avons eu du déficit.

— Le QdP : Pourquoi avez-vous eu du déficit ?

— Guy : Nous avons eu de la mauvaise farine. On faisait des porcs de 100 kg en 7 mois alors qu'on doit les faire en 150 jours. Ils devenaient aussi hauts que la table mais ne pesaient rien. Ils mangeaient donc pour 2 mois de farine en plus.

— Maurice : l'objectif était donc de vous ruiner pour accaparer vos fermes.

— Gérard : Ça, c'est le second objectif. L'objectif principal est commercial. Il s'agit de vendre de la farine, pour augmenter le tournage, donc de rentabiliser le moulin pour que Sanders y soit intéressé.

— Auguste : Justement, pour gonfler le chiffre des Grands Moulins de Dôle ont camouflé leur déficit et ont inventé des dettes. Tous les moyens étaient bons.

— Léon : Il n'y a pas que cela, les

cochons depuis 1972 se vendent moins bien et la vente des porcs gras ne recouvrent pas le prix des porcelets et de la farine.

— Gérard : Oui, les porcs se vendent moins bien à cause des importations. Le porc ne doit plus se faire en France mais en Belgique, Hollande et Allemagne à moins de faire partie d'une région déclarée défavorisée. Toutes les subventions sont supprimées sauf pour le dernier cas.

— Le QdP : Quand les paysans ont vu qu'ils avaient du déficit, comment se fait-il qu'ils aient continué ?

— Auguste : Les Grands Moulins de Dôle faisaient signer une reconnaissance de dettes en promettant que l'on pouvait s'en tirer en continuant les contrats avec les Grands Moulins de Dôle. Un plan de redressement était prévu. Il permettait de s'agrandir mais les paysans s'endettaient de plus en plus.

— Auguste : Si on ne signait pas, c'était la catastrophe : on saisissait. Tout le monde a pris peur. Personne ne s'est vu.

— Le QdP : Est-ce que vous avez payé ?

— Auguste : Les Grands Moulins de Dôle ne laissaient pas le choix. Il y a un paysan qui a été obligé de vendre sa ferme. Il travaille à l'usine.

A un autre, le PDG des Grands

Moulins de Dôle a pris sa ferme pour presque rien. La vente de la ferme a payé 17 000 F de dettes aux Grands Moulins, plus tous les frais de justice. Ensuite, le PDG a loué cette ferme au fils du paysan à un prix exorbitant si bien que celui-ci n'a pas pu payer. Le PDG des Grands Moulins l'embauche pendant quatre mois de 4 h à 12 h. Et à la fin du contrat, il lui a fait signer un papier permettant aux Grands Moulins de verser son salaire au PDG. Le lendemain, le gars recevait sa lettre de licenciement.

A un autre, les gars des Grands Moulins lui ont flanqué une raclée. Ils avaient bu un coup, ils sont venus chez le paysan, un soir. Ils l'ont giflé, tabassé en lui disant qu'il était malhonnête. Il a pris peur. Il a payé. Le lendemain, sa femme a fait une fausse-couche.

— La femme d'Auguste : Il n'a pas porté plainte.

— Auguste : Il a fait faire un certificat médical mais il n'a pas porté plainte car ils sont revenus le trouver en lui disant « si tu portes plainte, on te fait vendre ».

— Le QdP : Vous êtes syndiqués dans votre travail ?

— Guy : Oui, depuis le premier jour. Si on ne se défend pas on est foutu. Dans la paysannerie, il n'y a aucun passé de lutte, et ça manque. Ensuite, aucun syndicat ne défend les paysans comme en usine.

Sanders

Sanders est une firme agro-alimentaire qui fabrique des aliments de base pour animaux.

D'une part, Sanders a récemment cédé 50% de son capital à l'entreprise Minière et Chimique (E.M.C.), grand trust dont dépendent les Mines de Potasse d'Alsace (Mulhouse), Azote et Produits Chimiques (Toulouse) et la Société Commerciale des Potasses et de l'Azote (Mulhouse), etc...

D'autre part, Sanders a racheté 97% des parts des Grands Moulins de Dôle en octobre 1974. Par ce fait-là, ces derniers passent sous un contrôle. Il a également racheté le Moulin de Parcey dans le Jura.

— Maurice : Vous vous êtes organisés à l'extérieur de n'importe quel syndicat agricole ?

— Auguste : Oui, nous en avons discuté à quelques uns dans le village, puis d'autres nous ont rejoints. Notre Comité est pourtant soutenu par la section porcine de la FDSEA.

— Gérard : Vous avez sorti un tract d'information. Je ne suis pas tout à fait d'accord car le mot d'ordre « Non à l'intégration » nie l'avancée de l'intégration du capitalisme à la campagne. Nous sommes engagés dans un processus dans lequel on ne peut plus reculer. Il est plus intéressant pour nous de négocier des contrats qui nous permettent de vivre décemment sans avoir toutes les charges et tous les risques à supporter.

Les frais de la restructuration du capitalisme dans les firmes agro-alimentaires, les paysans du Jura savent ce qu'ils sont, de même que 37 employés dans les Grands Moulins de Dôle licenciés en septembre. Pour eux, une lutte sans merci contre Sanders devient de plus en plus évidente pour obtenir :

- une remise totale de leur dette,
- une juste rémunération de leur travail.

Camille FABRE

programme
télévision

SAMEDI 15 NOVEMBRE

TF 1
14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - NUMÉRO UN
Daniel Guichard
21 h 30 - PEYTON PLACE
22 h 20 - L'OEIL EN COULISSE
23 h 15 - JOURNAL et fin

A 2
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC - Jeu d'Armand Jammot
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES CINQ DERNIÈRES MINUTES - « Patte et griffe »
22 h 05 - DIX DE DER
23 h 25 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 25 - EMISSIONS RÉGIONALES
19 h 40 - UN HOMME, UN ÉVÉNEMENT
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - CINÉ 3
20 h 30 - MARIE TUDOR
Drame de Victor Hugo
21 h 50 - JOURNAL et fin

DIMANCHE 16 NOVEMBRE

TF 1
12 h 00 - SÉQUENCE DU SPÉC-TATEUR
12 h 30 - L'HOMME QUI N'EN SAVAIT RIEN
13 h 00 - JOURNAL
13 h 20 - LE PETIT RAPPORT
14 h 05 - LES RENDEZ-VOUS DU DIMANCHE
15 h 45 - DIRECT A LA UNE
17 h 00 - LE DERNIER JOUR
19 h 15 - LES FAUCHEURS DE MARGUERITES
19 h 45 - JOURNAL
20 h 30 - UN DRÔLE DE COLONEL (film de Jean Girault - 1967-)
21 h 50 - LA TÉLÉVISION SOVIÉTIQUE
22 h 35 - JOURNAL et fin

A 2
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - IL Y A DEUX ANS LE PALMARÈS (suite)
22 h 30 - LES NOUVELLES AVENTURES DE VIDOCQ
23 h 25 - JOURNAL et fin

FR 3
19 h 55 - SPÉCIAL SPORTS
20 h 05 - LES SECRETS DE LA MER ROUGE (feuilleton)
20 h 30 - MARIE TUDOR
21 h 40 - JOURNAL et fin

DIMANCHE A 21H50 :

Sur TF 1, à 21H50, Gérard Guillaume présente la deuxième partie de son émission sur la télévision russe, une télévision qui ne diffère en rien de celle que la bourgeoisie de notre pays contrôle et utilise. De ce point de vue, le reportage qu'a effectuée Nadine Liber-Puisseneau est intéressant et révélateur du retour au capitalisme en URSS.

NOTRE PREMIER FEUILLETON « MÉMOIRES ET AVENTURES D'UN PROLÉTAIRE »
DE NORBERT TRUQUIN S'EST ACHEVÉ HIER.

le courrier du feuilleton

Hier, nous avons publié le dernier épisode de « Mémoires et Aventures d'un prolétaire » de Norbert Truquin. Depuis les premiers épisodes, un courrier abondant nous est parvenu. En voici un aperçu :

d'ALFORTVILLE

« Le feuilleton est passionnant, nous trouvons que les épisodes sont trop courts... »
de STRASBOURG

« Le roman « Mémoires d'un prolétaire » raconte bien ce qu'était la vie d'un ouvrier, il y a cent cinquante ans, mais peu de jeunes se reconnaîtront dans le personnage aujourd'hui. N'existe-t-il pas de roman décrivant la vie telle que nous la vivons aujourd'hui ? »

de LYON

« Nous sommes contents que le feuilleton parle de la classe ouvrière. Bien sûr, on l'aurait préféré plus récent, mais, sans doute, n'y en a-t-il pas ? Comme pour d'autres domaines, il faut faire un appel pour se mettre au travail sur ce domaine. »

de VAUX-en-VELIN

« Le feuilleton nous plaît énormément et, à ce propos, une camarade le lit à ses enfants qui sont captivés ; c'est un moyen d'éducation. Et d'ailleurs pourquoi ne pourrait-on pas tirer du feuilleton une bande dessinée pour eux. »

d'AIX-en-PROVENCE

« Nous sommes des lecteurs du quotidien et nous avons eu la surprise de lire dans le feuilleton du quotidien n°13 la chose suivante : « la femme est un enfant qui n'a pas la force de supporter les privations à côté du luxe... ». Ce type de phrase contribue à renforcer une image de la femme que l'on devrait au contraire dénoncer ; en effet considérer la femme comme un enfant frivole, incapable de résister à ses « penchants », bref irresponsable, a toujours été l'une des positions de ceux qui l'oppriment... »

Les lettres de critiques ont été nombreuses ; positives pour la plupart, intéressantes lorsqu'elles mettaient en lumière les

lacunes du texte. « Les Mémoires et Aventures d'un prolétaire » ont donc suscitées beaucoup d'intérêt, dès le premier jour. Norbert Truquin ne savait ni lire, ni écrire à 32 ans ; ce n'est pas un écrivain qui a écrit ses mémoires, mais, un travailleur qui a tenu à prendre la plume, au nom du peuple, pour témoigner, pour que soit connue largement, la condition des travailleurs au 19^e siècle, l'exploitation féroce commune à tous les prolétaires. Et de ce point de vue là, il a réussi. « Mémoires et Aventures d'un prolétaire » nous donne une image de la vie du peuple au début du 19^e siècle, dont seul un prolétaire peut rendre compte de cette façon. Que cet ouvrage, comme le faisait remarquer les lecteurs d'Aix-en-Provence, ait ses limites politiques, que des lacunes apparaissent, au cours du récit, sur des questions, que N. Truquin traitent de manière parfois fautive (comme l'Algérie par exemple) cela est juste. Cependant, qu'est-ce qui l'emporte largement ? Si d'une part, il nous faut tenir compte de l'époque à laquelle le livre a été écrit, par la même, le resituer par rapport à l'avancée du mouvement ouvrier au début du 19^e siècle, il faut voir dans « Mémoires et Aventures d'un prolétaire » une importante contribution aux expériences culturelles populaires. La preuve qu'un art prolétarien, c'est possible et c'est nécessaire. La force du feuilleton que nous avons suivi durant plusieurs semaines réside dans le fait que s'en dégage à chaque instant une force de classe, celle de la révolte qui nous anime aujourd'hui. « Nous l'aurions préféré plus récent... nous écrivons des lecteurs de Lyon. C'est certain ; cette force de classe, la révolte profonde qui nous anime, que Truquin fait jaillir dans son livre, aujourd'hui, nous aussi, nous devons, nous pouvons l'écrire. Il montre quelle est la voie à emprunter pour parvenir à un art au service du peuple. »

Des lecteurs du Quotidien nous ont demandé les références de Mémoires et Aventures d'un prolétaire afin de se le procurer.

C'est la collection « le peuple prend la parole » qui après un important travail de recherche l'a publié. Il est en vente dans toutes les librairies. Fidèle au nom qu'elle se donne, la collection « le peuple prend la parole » publie, bien sûr, d'autres textes qui peuvent vous intéresser.

PORTUGAL

victoire des maçons



(suite de la page 1)

A l'annonce que le gouvernement était contraint d'accepter entièrement leurs revendications (relèvement des plus bas salaires de 45%, rétrécissement de la grille hiérarchique, enquête sur les agissements du ministre du travail), un immense enthousiasme a soulevé les travailleurs. Spontanément, ils sont partis en manifestation aux cris de : «Victoire ! Unis nous vaincrons ! Vive la police militaire !», salués chaleureusement sur leur passage par les ouvriers qui attendaient le bus, les femmes de ménage aux fenêtres de bureaux.

En signant cet accord, le sixième gouvernement provisoire, social démocrate, a signé sa défaite dans la dernière des épreuves de force qu'il a engagées contre le mouvement des masses depuis le mois de septembre. Mais si les travailleurs du bâtiment sont venus porter un coup très dur à la tentative

de «normalisation» bourgeoise du premier ministre de Azevedo, les mouvements précédents étaient déjà venus préparer la victoire de vendredi. Au premier rang, le mouvement des soldats, surtout celui des casernes du Nord : on l'a bien vu hier, quand les réactionnaires, spéculant sur une possible intervention de ces régiments, ont finalement reculé devant la crainte de voir ces soldats se solidariser à leur tour avec les ouvriers.

Aujourd'hui, la question posée est celle du renversement de ce gouvernement réactionnaire. Et ce n'est pas non plus la proposition du parti «communiste», de constituer un gouvernement d'union avec le PS, et la «gauche» (?) du parti prétendument «populaire démocratique», qui permettra à la bourgeoisie portugaise de sortir de l'impasse : les travailleurs ont déjà fait l'expérience de cette coalition.

Antoine JALLIEU

ANGOLA : LA GUERRE CIVILE S'AGGRAVE

La colonne venue du Namibie se rapproche rapidement de Luanda. La présence de mercenaires racistes sud-africains a été confirmée. Après l'arrivée de soldats cubains à Luanda pour combattre aux côtés du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA), il se confirme qu'une bataille de première importance doit éclater dans les prochains jours dans la région de Luanda.

A Luanda le MPLA, qui avait créé la «République Populaire d'Angola» il y a deux jours, vient de faire connaître une loi sur l'attribution de la nationalité angolaise. N'auront pas la nationalité angolaise tous ceux qui se sont «opposés à la lutte de libération nationale». Il n'apparaît pas que les peuples indochinois aient jamais pris de mesures semblables, lors de leur victoire. Est-ce que le MPLA va considérer ainsi tous ceux qui s'opposent à lui, notamment le FNLA et l'UNITA ? Quelle réunification serait possible dans ces conditions ? Une autre mesure définit comme angolais de plein droit ceux qui ont apporté une aide à la lutte, «même s'ils ne sont pas originaires de l'Angola». Les militaires cubains qui débarquent à Luanda seront-ils de leur côté déclarés angolais ?

Au cours de la lutte contre le colonialisme portugais, le MPLA combattait à juste titre toute manifestation de tribalisme, comme au-

tant de facteurs empêchant l'unité du peuple angolais. Qu'il en vienne aujourd'hui à de telles mesures qui pourraient légitimer la division du peuple angolais amène à s'interroger sur les transformations que le MPLA pourrait subir sous la pression soviétique.

sahara occidental

D'après des informations en provenance de Madrid les négociations entre le Maroc, l'Espagne et la Mauritanie se sont conclues sur un compromis. L'Espagne garderait une participation dans les mines de phosphates, en retour elle accepterait de reconnaître comme habitants du Sahara Occidental les Sahraouis réfugiés au Maroc. De son côté la Mauritanie aurait reçu de Hassan la garantie que le plan de partage entre la Mauritanie et le Maroc serait respecté. Pour en assurer la réalisation, le gouvernement mauritanien a fait état de ralliements de treize personnalités politiques sahraouies «qui réclament le rattachement à la Mauritanie». L'armée espagnole a fait de nombreux rapports à Madrid annonçant que des unités marocaines se déploient à la suite de la marche et occupent les postes abandonnés par les Espagnols. Autant de mesures prises par diverses parties qui viennent s'opposer à la volonté du peuple sahraoui de conquérir son indépendance.

Il y a un an
LA PALESTINE A L'ONU
SOULEVEMENT POPULAIRE
DANS LES TERRITOIRES OCCUPES
Dimanche 16 novembre 20h30
Mutualité Salle C
MEETING DE LA GUPS
(UNION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS PALESTINIENS)
Avec un représentant de l'OLP

Sakharov -prix nobel- une critique de droite de l'URSS

Le physicien Andreï Sakharov, un des inventeurs de la bombe à hydrogène soviétique, vient de se voir interdire par le gouvernement de sortir du pays pour recevoir le prix Nobel de la paix. Ce prix lui avait été attribué pour son action en faveur de «la libre circulation des hommes et des idées», clause de la conférence d'Helsinki sur la «sécurité et la coopération en Europe». Au même moment, paraît un livre écrit par Sakharov : «mon pays et le monde».

Le lecteur y découvre des aspects tout à fait réels de l'Union Soviétique d'aujourd'hui ; notons au passage : «cette société ignore la justice sociale», et, à titre d'exemple : «depuis des années, les marins de Mourmansk se battent contre l'impitoyable falsification de leur feuille de paie, contre l'obligation qui leur est faite de verser d'énormes pots de vin pour obtenir le droit de partir en mer». A propos des loyers : «le prix du mètre carré exprimé en fractions de salaire moyen n'est pas plus bas que dans la plupart des pays développés». A l'autre pôle, «une couche qui a la possibilité de vivre dans des conditions de logement bien meil-

leurs, de se nourrir et de se vêtir mieux». Et les conséquences idéologiques : «la consommation d'alcool par habitant est aujourd'hui trois fois plus élevée que dans la Russie tsariste» ; une «haine raciale débridée» contre les étudiants originaires des pays du tiers-monde.

Des phénomènes importants sont ainsi montrés, décrits. Mais l'analyse tourne court : si Sakharov définit justement l'URSS comme «un capitalisme d'Etat», les solutions qu'il propose ne résolvent rien du tout. Son modèle, il le trouve dans les «états capitalistes démocratiques», «à condition de mener à bien des réformes sociales» ; et, en contradiction avec sa définition même, il en vient à considérer l'URSS comme partie d'un ensemble «socialiste», à porter ainsi ses coups contre le socialisme lui-même, contre les pays où il existe réellement, comme la Chine ou l'Albanie. Sakharov voit dans le système soviétique actuel le prolongement du «stalinisme», et fait l'impasse sur le renversement de classe qui s'est produit après la mort de Staline, sur le caractère proprement capitaliste, et non pas simplement bureaucratique, de la couche dirigeante de l'URSS d'au-

jourd'hui. Il ne sait pas voir dans «l'aversion répandue à l'égard de Khrouchtchev», dont il rend pourtant compte, la haine des masses à l'égard de celui qui a pris la tête du renversement du système socialiste en Union Soviétique.

Sur un autre plan, le livre de Sakharov aurait pu être plus important ; il s'agit de la position actuelle de l'URSS dans la question du désarmement. En effet, un spécialiste comme Sakharov voit parfaitement les risques entraînés par les conversations URSS-USA sur les armements stratégiques ; il dénonce «ce qui lui paraît incomplet, voire dangereux, dans ces accords» : «on peut craindre qu'un désarmement unilatéral de l'occident n'entraîne aucune mesure parallèle en URSS et que, dès lors, l'équilibre des forces soit rompu».

Mais, là encore, «mon pays et le monde», malgré son titre ambitieux tourne court. Les motivations des dirigeants du Kremlin sont réduites à une sorte de folie de domination, loin des vues d'exploitation bien concrètes qui les poussent à disputer aux Etats-Unis l'hégémonie mondiale. Certes, Sakharov perçoit

«des échecs que subit la politique occidentale, cédant le terrain à son partenaire, dans le cadre de la détente». Mais, conséquence du point de vue bourgeois qui l'anime, il choisit sur tous les plans le camp américain. Pour Sakharov, la lutte de libération des peuples d'Indochine et celle du peuple palestinien ne sont que complots ourdis de Moscou. Il prêche «l'unité du camp occidental», avec pour «leader» les Etats-Unis. Aussi en vient-il à proposer, non pas la mobilisation des peuples pour la révolution, seule garantie de l'indépendance, mais bien au contraire la mobilisation de l'impérialisme à la fois contre les peuples et contre le social-impérialisme. Et sa dénonciation de la «détente» débouche sur des propositions de désarmement mutuel tout à fait utopiques, si l'on considère la pratique réelle des adversaires en présence.

Le livre refermé, une conclusion s'impose : ce n'est pas en comptant sur les Sakharov que les peuples du monde pourront faire face aux dangers d'agression que représente aujourd'hui l'URSS.

Jean LERMET

L'ALGERIE PREND LE CONTRÔLE DE ELF ALGERIE

Jeudi, la compagnie de pétrole algérienne, la Sonatrach, a fait savoir aux représentants de Elf Erap qui devaient se rendre à Alger pour négocier un nouveau contrat de livraison de pétrole que toute sa production de 1976 était placée et que par conséquent, il était inutile de poursuivre les rencontres.

«Les négociations traînaient en longueur et les offres de Elf Erap se situaient toujours 10 ou 20 % en dessous de celles des autres clients. Nous avons donc fini par conclure avec d'autres» indiquait le porte-parole de la compagnie algérienne.

Une importante conséquence est que désormais les intérêts de la société Elf Algérie dans la production de pétrole sont repris par la société algérienne. Ainsi l'Algérie étend plus largement son contrôle sur la production de pétrole.

JUAN CARLOS : QUAND L'ELEVE FAIT MIEUX QUE LE MAITRE...

Deux mesures viennent d'être rendues publiques à l'issue du dernier conseil des ministres présidé par le successeur de Franco : l'augmentation de 20 % du prix de l'essence et le blocage des salaires.

Voilà qui fait un sort au prétendu «miracle économique» espagnol, que certains mettaient à l'acquis du franquisme ; voilà qui montre que l'oligarchie ne peut plus jouer la carte des Seat (Fiat espagnoles) et de la consommation.

Le blocage des salaires est une mesure très grave contre la classe ouvrière et les masses espagnoles car, depuis plusieurs années, l'Espagne connaît un rythme d'inflation comparable à celui de l'Italie et, malgré les devises du tourisme et des immigrés, la balance des paiements est largement déficitaire. Les prix des produits de première nécessité (viande, huile, lait, etc.) ont considérablement augmenté et le chômage qui a toujours existé (chômage saisonnier, émigration) frappe maintenant de plein fouet les grandes industries ; rien que dans la construction, c'est par dizaines de milliers qu'il faut compter les chômeurs.

Certes, la succession est lourde pour Juan Carlos, mais il ne perd décidément pas de temps pour l'assumer, entre la vague d'arrestations de ces derniers jours et le blocage des salaires. Une telle mesure va être un levain supplémentaire pour les luttes du peuple espagnol.

BOYCOTT DES NAVIRES DESTINES A ISRAEL

La Ligue arabe a décidé de boycotter les navires qui passent le canal de Suez avec des cargaisons israéliennes, en leur interdisant l'accès de tous les ports arabes, y compris les ports égyptiens de Suez et de Port-Saïd aux deux extrémités du canal. L'Etat d'Israël a fait savoir que l'application de ces mesures serait considérée par lui comme une violation de l'accord égypto-israélien.

Les Etats-Unis exerceront-ils des pressions suffisantes pour diviser encore plus les pays arabes en obligeant l'Egypte à ne pas s'associer au boycott ?